

pas sa sage conduite à maintenir la paix de l'Europe.

Au milieu de ses graves occupations il n'a jamais oublié son pays natal, au bonheur duquel il avait consacré avec tant de succès, les premières années de sa longue et illustre carrière. Ses largesses continuelles ont soutenu la population presque entière d'Alata, lieu de sa naissance; les nombreuses fondations qu'il y a laissées l'avaient rendu le père des pauvres, le bienfaiteur de toutes les familles.

L. G...

Nouvelles Diverses.

— La cour d'assises de la Seine a rendu deux arrêts, dans son audience de lundi, dans le procès intenté au *National* et à la *Gazette de France*, pour des articles publiés le 21 septembre dernier.

Le gérant du *National* a fait défaut. M. Delarochette a été condamné par défaut à un an de prison et 4,000 fr. d'amende. M. Aubry-Foucault, gérant de la *Gazette*, a été condamné à la même peine, après débats contradictoires. M. Berryer défendait la *Gazette*.

— La cour maritime de Toulon a jugé les individus accusés de soustraction de matières dans l'arsenal de la marine. Le nommé Roubaud, âgé de 28 ans, a été condamné à un an de prison, 33 fr. d'amende, pour avoir soustrait 4 kil. et demi de cuivre; Christin, ouvrier serrurier, a été condamné à une heure d'exposition sous l'horloge de l'arsenal, et 40 fr. d'amende, pour avoir recélé divers objets volés. Ces deux individus sont en outre renvoyés du port.

— Le *Moniteur parisien* avait annoncé qu'une révolte avait éclaté dans la prison du Mont-Saint-Michel; le *Messager* a démenti cette nouvelle, en annonçant qu'une simple tentative d'évasion avait eu lieu. Barbès, qui essayait le premier de s'évader, ayant fait une chute, fut arrêté par une sentinelle, qui aussitôt donna l'éveil. La tentative n'eut pas d'autres suites.

Le *Messager* dément aussi la nouvelle d'un incendie à Doullens, qui aurait été éteint par les détenus eux-mêmes. Il n'y a eu, à Doullens, ni incendie, ni commencement d'incendie, mais seulement un tuyau de poêle rougi; et un peu d'eau a suffi pour faire disparaître toute apparence de danger.

Le *Temps* du 30 février, croit pouvoir assurer que notre cabinet ne ratifiera pas le traité relatif au droit de visite sans que des modifications dans le sens des intentions exprimées par la chambre y aient été introduites.

— On écrit de Boulogne, 11 février :

« Un bateau de pêche de Boulogne, monté par dix hommes d'équipage, a eu une difficulté avec des pêcheurs anglais, sur les côtes anglaises; un abordage à main armée a été tenté par les anglais contre les pêcheurs français. Il paraît que les anglais ont perdu sept ou huit hommes. Le maître du bateau français est le seul qui ait été légèrement blessé ».

— Des lettres reçues de Carthagène, de Colombie, dit le *Morning-Herald*, annoncent qu'une affaire a eu lieu dans la rade de cette ville entre le brick de S. M. B. Charybdis et l'escadre de Carmona. Cette dernière ayant fait feu sur le brick anglais, le lieutenant de Courcy riposta immédiatement par une bordée de canons qui tua l'amiral et 40 hommes de son équipage. Le consul anglais à Carthagène et plusieurs autres négociants américains ont été obligés de se réfugier à bord de ce navire, parce que l'escadre continuait de faire feu sur la ville.

— Le *Sun* publie les nouvelles suivantes sur la guerre civile qui déchire, depuis quelque temps, la Colombie.

« Nous venons de recevoir des nouvelles de Carthagène du 27 décembre. Elles annoncent qu'une victoire signalée a été remportée par l'escadre du gouvernement, secondée par le brick de guerre anglais *Charybdis* sur l'escadre rebelle, sous les ordres de Carmona. Après un combat de près de 30 minutes, qui a été livré près des bords de Zapaat, toute l'escadre rebelle, qui se composait d'un brick et de cinq goélettes, a été prise ».

ALGÈRE. — Le dernier courrier d'Afrique a apporté des nouvelles d'Alger jusqu'au 13 février seulement. Une reconnaissance dirigée le 29 vers des tribus de la province d'Alger qui avaient manifesté l'intention de se joindre à nous a été reçue à coups de fusil. Il s'en est suivi une razzia dans laquelle on a brûlé cent habitations, pris deux cent cinquante à trois cents bœufs, un grand nombre de chèvres et de moutons et tué dix Arabes, parmi lesquels le caïd Omar des Beni-Guemed. Le temps affreux qu'il faisait aurait obligé la colonne à rebrousser chemin vers la Maison-Carrée, et il n'a été possible de ramener que dix-huit prisonniers, une trentaine de bœufs et quelques mulets. Un seul homme est mort au retour, vers la Maison-Carrée.

Le 28, une colonne de trois cents hommes, partie de Blidah, exécuta, sur le versant septentrional de l'Atlas, une razzia, dont les résultats sont quatre-vingt-deux prisonniers, trente bœufs, soixante moutons, huit cents chevaux et douze bêtes de somme prises à Feïrura.

ANGLETERRE. — Le projet de réforme présenté par sir R. Peel au sujet de la loi des céréales paraît être fort mal accueilli par le peuple. Le jour même de la présentation il y a eu à Londres une nombreuse procession qui s'est dirigée vers Saint-Stephens. Arrivés là, les délégués se rangèrent de chaque côté de la porte, l'ouvrirent, et firent descendre l'admission, dans l'enceinte de la chambre des communes, d'une partie au moins des membres de la conférence. Cette demande fut refusée, et comme les délégués insistaient, des agents de police les repoussèrent de l'entrée en leur disant de ne pas obstruer le passage. Après être restés quelque temps auprès de la porte et avoir salué chaque membre des communes arrivant à l'assée des cris de : « Le rappel total! le pain à bon marché, etc », les délégués s'éloignèrent et s'assemblèrent dans Place-Yard. Une allocution de M. Prentice de Manchester fut suivie de trois salves d'applaudissements pour la cause de la liberté et du commerce. Les délégués s'étant alors dirigés vers Parliament-street, rencontrèrent Sir R. Peel qui se rendait en voiture à la chambre. Les cris de : « A bas les lois des céréales! à bas le monopole! le pain à bon marché et du travail! » retentirent avec force. Sir Robert Peel parut très-surpris de ces marques d'insubordination, auxquelles il était loin de s'attendre.

Ce n'est pas à Londres seulement que le peuple s'est agité. A Derby, sir Robert Peel a été jugé et brûlé en effigie, en présence de plus de 10,000 personnes rassemblées. Un numéro du *Times* a été également brûlé aux acclamations de la multitude. Après cette manifestation, le peuple s'est écoulé lentement et sans désordre. A Nottingham, à Bradford, à Sheffield, à Manchester et dans autres villes, le mécontentement paraît être fort grand aussi.

PORTUGAL. — La reine, dans une proclamation, engage les portugais et l'armée à rester fidèles à la constitution de 1838. Quoiqu'il en soit, on pense que la reine serait enclavée de se voir contrainte de revenir à la Charte de don Pedro, qui est beaucoup moins restrictive des prérogatives royales et qui n'assigne point une nullité politique complète au mari de la reine. A la date du 29, les troupes chartistes marchaient sur la capitale, se

grossissant de plus en plus en chemin. On ne croyait pas à une grande résistance de la part de la garnison de Lisbonne, qui est chartiste.

L'influence anglaise n'est pas étrangère, dit-on, à toute cette intrigue. C'est lord Howard, ambassadeur anglais, à Lisbonne, qui a eu le premier connaissance des événements d'Opporto.

PORTUGAL. — Les nouvelles de Lisbonne du 1^{er} février annoncent que la charte Pedrista a été proclamée à Coimbra, à Viana, à Chaves, à Barga et dans toute la province de *Tras-os-Montes* et dans celle de Minio. A Coimbra, un grand nombre d'étudiants de l'université ont demandé à former un bataillon académique.

Une junte s'est installée à Opporto, sous la présidence de Corta-Cabral.

A la date du 31 janvier, les provinces des Beira, d'Alentejo et des Algarves s'étaient prononcées contre la révolution.

— Un mouvement a éclaté Lisbonne, à la suite duquel la municipalité a demandé elle-même le rétablissement de la charte de don Pedro; la reine y a consenti, et le 30 février cette charte a été proclamée. — Le duc de Terceira a été nommé ministre de la guerre et président du conseil.

Cette nouvelle est arrivée à Madrid le 14 au matin, et c'est par un courrier extraordinaire, parti de cette ville le jour même, qu'elle est parvenue hier à Paris.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 19 au 25 Février 1842.

ARRIVÉES.

Livourne. mistick, Conception, c. Bonelli, diver Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota, pass. Pronete. gondole, Annonciation, c. Dominici, v. Pronete. gondole, Annonciation, c. Guastella, pl. Macinaggio. gond. Quatre-Frères, c. Dominici, v. Macinaggio. gond. Vierge du Carme, c. Torre, v. Macinaggio. gond. Lavina, c. Franceschi, vin. Macinaggio. gond. St-Clément, c. Damiani, vin. Calzarello. g. Vierge du Carme, c. Lota, siegle. Aleria. gondole, St-Joseph, c. Princivalle, bois. Aleria. gondole, Mantino, c. Gambiaggi, blé. Cagnano. gondole, Assomption, c. Dias, vin. Portovecchio. b. goélette, c. Sisco, bois. Portovecchio. mistick, c. Laporta, bois. Portovecchio. b. goélette, Phérix, c. Guasco, b. Portovecchio. mistick, Assomption, c. Oliva, b. Ile-Rousse. b. goélette Printemps, c. Valzi, lest. Propriano. gond. St-Joseph, c. Bonelli, blé et pl. Reatre. mistick, St-Vincent Ferreri, c. Battistini. Livourne. b. à vap. Pozzoborgo, Valzi fils. Toulon. b. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Naples. balancelle, St-Philippe, c. Gaudino, ang. Naples. balancelle, St-Henri, c. Maitresel, ang. Macinaggio. gond. M-Lézia, c. Franceschi, lest. Macinaggio. gond. Quatre-Frères, c. Dominici. Fiumorbo. gond. St-Antoine c. Guglielmo, div. Livourne. b. à vap. Pozzoborgo, c. Valzi, fils. Livourne. b. léut. Conception, c. Mattei, écorce. Livourne. brich, Jean Valeri, c. Cambiaggi, lest. Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Lota, passag. Livourne. b. goélette, Phérix, c. Guasco, bois. Toulon. b. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches. Propriano. mistick, St-Vincent, c. Battistini, lest. Luri. gondole, St-Pierre, c. Franceschi, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

ROUTE DU NEBBIO (1).

Nous avons déjà, dans un précédent article, appelé l'attention du gouvernement sur la nécessité de donner la préférence au tracé par la vallée du Bivincio pour la route qu'on projette de construire pour mettre le Nebbio en communication avec la côte orientale. Nous avons montré qu'il était beaucoup plus sage de consacrer à cette route nouvelle la somme qu'on se propose d'allouer pour la rectification de la route de St-Florent à Bastia. Nous croyons à propos de revenir encore sur cette question, car des intérêts très graves y sont engagés et puisque les choses restent dans l'état actuel, qu'aucun ordre n'est encore arrivé de commencer les travaux de rectification proposée, il est encore temps de plaider la cause du tracé par la vallée du Bivincio et empressons nous d'ajouter que ce tracé ne compromet en aucune façon ni les intérêts de St-Florent, ni même les intérêts, très respectables assurément, de la défense de l'île, puisque la plus grande vitesse que l'on obtiendrait par la route, dont nous parlons, compenserait, et au delà, la différence que donnerait la plus grande étendue du parcours à franchir pour mettre Bastia et St-Florent en rapports faciles et commodes. Si donc de ce point de vue, la question est à peu près indifférente, elle ne l'est pas, il s'en faut de beaucoup, du point de vue de l'avenir, de la prospérité de Bastia, de St-Florent lui-même et des deux riches et industrieuses vallées du Nebbio et de la Balagne. Ajoutons encore que nous ne sommes pas les seuls de notre avis et que l'ingénieur de notre arrondissement, qui est sur les lieux, qui a étudié avec attention les deux directions, qui a pu en comparer les avantages et les inconvénients, s'est prononcé, si nous sommes bien informé, pour la vallée du Bivincio. Cette vallée offre en effet, des motifs très sé-

rieux de préférence. Courant, dans sa plus grande étendue de l'est à l'ouest, elle est parfaitement abritée contre les vents du nord, et sa température offre ainsi des conditions excellentes pour la culture de plantes qui seraient d'un rapport très productif pour notre pays. Ces avantages ont été du reste si bien compris que dix à douze villages s'y sont établis, comme autant d'étapes futures de civilisation et de culture féconde, qui n'attendent pour produire que des débouchés, et une route qui les leur offrira. Les bergers appréciant la salubrité de l'air et la douceur de sa température y font hiverner leurs troupeaux. D'abondants et de nombreux ruisseaux sillonnent la vallée en tout sens et offriraient des ressources précieuses soit à l'agriculture, pour les irrigations si nécessaires, soit même à l'industrie qui pourrait mettre à profit ces chutes d'eau, si nombreuses dans notre île, et dont jusqu'ici on n'a tiré aucun profit. La douceur de la température de la vallée du Bivincio présente des conditions on ne peut plus favorables pour l'établissement de jardins de rapport, pour la culture des orangers, des aubriers, culture qui devrait être multipliée dans notre île, et qu'il serait si facile d'améliorer, en perfectionnant les procédés et en se procurant des plants, de bonne espèce. La culture de la vigne ne réussirait pas moins et en même temps que cette vallée s'enrichirait, Bastia est à deux pas de la vallée du Bivincio, une route telle que nous la demandons rapprocherait encore cette distance et Bastia y trouverait son profit. Il est facile de voir aujourd'hui que son marché de consommation ordinaire devient de plus en plus difficile; le prix des denrées y augmente d'une façon inquiétante pour l'avenir. Le Cap-Corse, malgré son inépuisable activité, ne peut suffire à tous nos besoins qui grandissent avec l'augmentation de notre population. Il devient donc important de lui créer de nouvelles ressources qui tout en contribuant à son bien-être, aideraient aussi puissamment à la prospérité du reste du pays. Il faut songer à l'avenir

et grâce au mouvement des progrès que nous nous accomplissons, alors qu'en cinq ans notre population s'est accrue de près d'un cinquième, alors que des Compagnies nouvelles et puissantes s'établissent à Bastia et appellent autour d'elle de nombreux personnels, cet avenir, dans lequel il faudra pourvoir à d'impérieux besoins, se rapproche de plus en plus; il est donc d'une bonne administration de se mettre en mesure de satisfaire le présent et de préparer des ressources à l'avenir.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement a lui-même un grand intérêt à la construction de la route par la vallée du Bivincio. Il possède dans cette vallée une forêt royale, la forêt de *Stella*, qui est aujourd'hui dans un état presque sauvage, à cause du manque de routes. Cette forêt n'est donc pour lui et pour le pays d'aucun rapport, d'aucune ressource et cependant il pourrait en tirer, par la route du Bivincio, des avantages très considérables. Il trouverait, à la portée de cette forêt, un débouché assuré et abondant. Les constructions à Bastia prennent un développement très remarquable. De tous côtés de nouvelles maisons, qui rivalisent d'élégance et de commodité, s'élèvent et une maison est à peine construite que tous les appartements en sont retenus. Ce serait donc pour le gouvernement une excellente occasion de placer avantageusement les produits de cette forêt, qui est aujourd'hui parfaitement stérile et qui périclite ainsi, au milieu de son abondance, faute d'une route. En outre le bois de chauffage devient rare et de plus en plus cher à Bastia. Nos champs d'oliviers se dépeuplent et des bois de chauffage sont amenés de très loin. Comment donc ne pas profiter des ressources que nous avons à nos portes et comment s'expliquer que nous soyons obligés de faire venir de Livourne des bois de construction, alors que nous en avons à notre porte pour ainsi dire et qu'il suffirait de quelques centaines de mille francs, qu'on se propose de dépenser d'une façon à peu-près stérile,

(1) Voir notre numéro du 23 décembre 1841.

pour doter le pays d'une route si importante et dont le Gouvernement, qui en ferait les frais, serait le premier à recueillir les avantages les plus considérables et les plus immédiats?

St-Florent lui-même profiterait au même degré que Bastia, des avantages de la route du Bivincio, auquel il serait rattaché par un court embranchement. La prospérité du Nebbio ne peut croître, sans que St-Florent n'en ressentisse tout le premier les avantages. Son commerce d'exportation, alors qu'il se développera, en serait favorisé autant que Bastia; St-Florent serait de plus mis en rapport plus direct, plus facile avec la côte orientale de l'île, en même temps que, par une prolongation inévitable de la route du Nebbio, il serait mis en contact plus immédiat avec la Balagne. St-Florent est donc intéressé aussi directement que Bastia dans la question qui nous occupe et en plaçant pour Bastia et pour la vallée du Bivincio nous plaçons aussi pour St-Florent, comme nous plaçons pour le gouvernement lui-même. Tout le monde doit dès lors désirer voir la question tranchée dans le sens que nous indiquons et comme au lieu d'être un surcharge pour les finances du pays, que nous comprenons qu'on tienne à ménager, elle lui offrira certainement une économie, nous ne voyons pas pourquoi on hésiterait à revenir sur une décision prise un peu à la hâte et sans avoir sérieusement examiné toutes les raisons qui militaient si puissamment en faveur de la solution contraire à celle qui a été adoptée.

Nous ajouterons encore un mot. La route par la vallée du Bivincio ne saurait être un obstacle à la sécurité du pays, en cas de guerre. D'abord si une route rend l'entrée du pays plus facile aux ennemis par la même elle en rend encore la défense plus aisée. Si l'ennemi peut pénétrer plus vite, les défenseurs du pays peuvent les atteindre plus aisément et les combattre plus promptement. Et si cette raison était une fin de non recevoir contre la route, dont nous réclamons la construction, elle serait un motif tout aussi puissant contre la rectification de la route de St-Florent, car ici, tout ce que vous accorderiez à la facilité, à la commodité, à la rapidité de l'attaque, vous l'accorderiez par là même à la facilité, à la commodité et à la rapidité de l'attaque. Bastia n'est donc pas protégée, même dans votre système, par les nivellements que vous vous proposez de réaliser; vous la mettez plus facilement à la disposition d'un coup de main. Dans le cas d'un débarquement de surprise à St-Florent, l'ennemi pourra se porter plus rapidement sur Bastia, puisque vous lui en aurez facilité les moyens. Par la route de la vallée du Bivincio, la distance serait d'abord plus longue, et l'on sait qu'en cas de guerre le temps est chose précieuse, mais de plus vous pouvez, par des travaux peu coûteux, fortifier si bien cette vallée, très étroite en certaines de ses parties, qu'elle devienne

comme les Thermopyles de Bastia. La route du Bivincio, même du point de vue de la défense, présente donc en faveur de la protection du pays, en cas de guerre, tout autant pour ne pas dire plus de sécurité que ne lui en offrira la route de Bastia à St-Florent, alors même qu'elle sera rectifiée.

En résumé, avantage pour le gouvernement, avantage pour Bastia, pour St-Florent, pour la vallée du Bivincio, garnie de villages nombreux (1) pour la vallée du Nebbio, avantage même pour la défense du pays, économie notable dans les dépenses à faire, n'en voilà-t-il pas plus qu'il n'en faut pour recommander auprès du gouvernement, le projet sur lequel nous revenons aujourd'hui et sur lequel nous reviendrons encore, tant il y a d'importance et d'utilité à l'adopter et à l'adopter promptement.

C'est à dater du 20 février et non du 20 mars, ainsi que nous l'avons dit par erreur, que la chasse est défendue dans le département de la Corse.

Le Capitaine Valzi, parti jeudi de Toulon, était à peine hors du port qu'il rencontra le trois-mâts *Africain*, capitaine Vidal, venant d'Alger, qui était sur le point d'échouer sur les rochers de Scampavaret. Le capitaine Valzi voyant le danger de ce bâtiment s'est hâté d'accourir à son secours et il a été assez heureux pour l'arracher au péril imminent qui le menaçait et ce n'a pas été sans courir lui-même quelque danger et sans avoir éprouvé d'assez fortes avaries. C'est ce nouvel acte de dévouement qui a causé du retard au *Golo*, et qui explique pourquoi il n'est entré que vendredi soir à 9 heures dans le port de Bastia.

Le bataillon des voltigeurs corses vient encore de rendre deux services signalés à la tranquillité de notre pays. Le 14 février le bandit, Griggi, dit *Giacomolo*, dont la présence avait été signalée et qui était poursuivi depuis plusieurs jours par les voltigeurs Poli et Leca, de la 2^e compagnie, guidés par M. le lieutenant Colombani, qui se trouvait en ce moment avec eux, est tombé sous les coups de la force publique, victime de la résistance désespérée qu'il lui opposait. A la première décharge faite par le bandit, qui se voyant surpris, eut recours à ses armes, le voltigeur Poli eût la capucine de son mousqueton enlevée par une balle. Leca porta aussitôt et atteignit son adversaire, qui, puisant dans son désespoir, une nouvelle énergie, n'en continua pas moins à se défendre. Cette situation critique dura ainsi quelque temps jusqu'à ce qu'enfin le voltigeur Poli atteignit le bandit à la tête et l'étendit raide mort. Le dénouement de cette rencontre est d'autant plus heureux que Griggi s'était rendu coupable de plusieurs assassinats et qu'une tentative faite pour l'arrêter, au mois de juillet 1841, avait failli coûter la vie au gendarme Sarrocchi de la brigade de Cervione.

Quelques jours après cet événement, l'arrondissement de Sartène se voyait délivré d'un cri-

minel qui pouvait lui inspirer de vives inquiétudes. Le nommé Vincentelli dit *Butterone*, venu d'assassinat et de rapt était tout récemment, en cas de guerre, tout autant pour ne pas dire plus de sécurité que ne lui en offrira la route de Bastia à St-Florent, alors même qu'elle sera rectifiée. En résumé, avantage pour le gouvernement, avantage pour Bastia, pour St-Florent, pour la vallée du Bivincio, garnie de villages nombreux (1) pour la vallée du Nebbio, avantage même pour la défense du pays, économie notable dans les dépenses à faire, n'en voilà-t-il pas plus qu'il n'en faut pour recommander auprès du gouvernement, le projet sur lequel nous revenons aujourd'hui et sur lequel nous reviendrons encore, tant il y a d'importance et d'utilité à l'adopter et à l'adopter promptement. C'est à dater du 20 février et non du 20 mars, ainsi que nous l'avons dit par erreur, que la chasse est défendue dans le département de la Corse. Le Capitaine Valzi, parti jeudi de Toulon, était à peine hors du port qu'il rencontra le trois-mâts *Africain*, capitaine Vidal, venant d'Alger, qui était sur le point d'échouer sur les rochers de Scampavaret. Le capitaine Valzi voyant le danger de ce bâtiment s'est hâté d'accourir à son secours et il a été assez heureux pour l'arracher au péril imminent qui le menaçait et ce n'a pas été sans courir lui-même quelque danger et sans avoir éprouvé d'assez fortes avaries. C'est ce nouvel acte de dévouement qui a causé du retard au *Golo*, et qui explique pourquoi il n'est entré que vendredi soir à 9 heures dans le port de Bastia. Le bataillon des voltigeurs corses vient encore de rendre deux services signalés à la tranquillité de notre pays. Le 14 février le bandit, Griggi, dit *Giacomolo*, dont la présence avait été signalée et qui était poursuivi depuis plusieurs jours par les voltigeurs Poli et Leca, de la 2^e compagnie, guidés par M. le lieutenant Colombani, qui se trouvait en ce moment avec eux, est tombé sous les coups de la force publique, victime de la résistance désespérée qu'il lui opposait. A la première décharge faite par le bandit, qui se voyant surpris, eut recours à ses armes, le voltigeur Poli eût la capucine de son mousqueton enlevée par une balle. Leca porta aussitôt et atteignit son adversaire, qui, puisant dans son désespoir, une nouvelle énergie, n'en continua pas moins à se défendre. Cette situation critique dura ainsi quelque temps jusqu'à ce qu'enfin le voltigeur Poli atteignit le bandit à la tête et l'étendit raide mort. Le dénouement de cette rencontre est d'autant plus heureux que Griggi s'était rendu coupable de plusieurs assassinats et qu'une tentative faite pour l'arrêter, au mois de juillet 1841, avait failli coûter la vie au gendarme Sarrocchi de la brigade de Cervione. Quelques jours après cet événement, l'arrondissement de Sartène se voyait délivré d'un cri-

M^{me} la maréchale Sebastiani, née de Gramont, est morte à Paris, le 21 février.

Nous devons à l'obligeance de M. le Capitaine d'état-major, Duhamet, communication de la note suivante sur le Cétacé échoué la semaine dernière sur notre rivage, note que l'abondance des matières nous avait empêché de publier samedi dernier.

HYPEROODON (mâle.)

La semaine dernière, les vagues ont amené sur les rochers qui sont en face de la Punta, le cadavre d'un de ces monstrueux Cétacés, qui vivent au sein des mers et qu'il est rarement permis de contempler hors de leur élément.

Le mammifère que les habitants de Bastia ont eu l'occasion de voir, réunissant la taille à la rareté de l'espèce. Mesuré à l'aide d'un fil, sa longueur à partir de l'extrémité des mâchoires jusqu'à celle de la queue, s'est trouvée de 5 mètres 8 centimètres, et sa circonférence prise au dessous des deux nageoires pectorales, a été de 3 mètres 25 centimètres. D'après ses dimensions, son poids pouvait être évalué approximativement à 1200 kilogrammes. Sa chair, comme celle de ses congénères, n'est bonne qu'à faire de l'huile.

La mâchoire inférieure de ce Cétacé qui dépassait un peu la supérieure, était armée à son extrémité, de deux dents aigües, un peu arquées en dedans, sillonnées longitudinalement et ordinairement longues de 6 à 7 centimètres chez les gros individus. Celui-ci n'offrait que la base de ces deux dents, parce qu'elles avaient été brisées, soit pendant un combat que l'on peut supposer avoir causé la mort de l'animal, soit après celle-ci, par les chocs répétés qu'il aura dû subir lors qu'il est venu à la côte. Ce qui pourrait corroborer l'idée que ce Cétacé avait soutenu quelque combat, ce sont les nombreuses blessures qui le couvraient et dont deux surtout offraient l'empreinte bien distincte des mâchoires meurtrières d'un requin de grande dimension, dont les dents avaient profondément sillonné les flancs de son enuemi.

Le reste des mâchoires de l'animal était dépourvu de dents proprement dites, mais semblait paré de petites granulations osseuses et aigües. L'organe le plus curieux, sans contredit, était, l'entrée du larynx. Au lieu de se terminer, comme

il le fait chez les autres Cétacés, par une espèce d'entonnoir, l'arrièr-encolure, offrait à la base de la langue, un appendice exactement au bec d'un canard, et qui se terminait en une pointe de 15 centimètres de long. Les deux mandibules de cette espèce de bec étaient réunies l'une à l'autre par une membrane très forte, mais assez élastique pour permettre entre elles un écartement d'environ 6 centimètres, lorsque la déglutition des aliments devait avoir lieu, et se refermant immédiatement après leur passage. A droite et à gauche naissaient une partie de l'eau qu'ils aspiraient, et qui font donner la respiration générale de souffleurs, à tous ceux qui sont pourvus de ces organes respiratoires.

A partir des commissures de la bouche qui était petite comparativement à la grosseur de l'animal, la tête s'élargissait subitement en forme de cône renversé et se confondait ensuite avec le reste du corps. Les yeux situés vers le milieu de la tête, étaient disproportionnément petits, n'ayant que 3 centimètres de diamètre. Au sommet du crâne se trouvait l'orifice commun des évents, ayant la forme d'un croissant dont les pointes étaient dirigées en arrière.

L'appareil de la locomotion se composait de deux nageoires pectorales répondant aux membres thoraciques chez les autres mammifères, et longues seulement de 48 centimètres sur 17 centimètres de largeur; d'une nageoire dorsale située à 1 mètre 25 centimètres de l'extrémité de la queue recourbée en arrière et n'ayant que 20 centimètres de hauteur; enfin, d'une queue terminée par une large nageoire horizontale et à lobes égaux, ayant plus d'un mètre et servant de moyen principal de progression.

L'apparition de ce Cétacé sur les côtes de la Corse est donc un fait très curieux, d'abord par sa rareté; ensuite par l'éloignement des lieux où l'on rencontre ordinairement le genre *Hyperoodon* qui paraît ne renfermer encore qu'une seule espèce qui se pêche dans l'océan atlantique septentrional.

— Le 21 février, le traité relatif au droit de visite a été présenté à la Chambre des lords par lord Aberdeen, et à la Chambre des communes par sir Robert Peel. L'un et l'autre ministres ont exprimé leurs regrets de la suspension mise à la ratification de la France, et leur espoir que cette suspension aura bientôt un terme.

Dans la séance du 22 février la chambre des députés a été saisie de différents projets de loi. M. le ministre de l'intérieur a présenté le projet de loi des fonds secrets pour 1842 et les ministres des travaux publics et de la guerre ont déposé des projets de loi relatifs, le 1^{er} aux amendes de la grande voirie, le second aux portions des routes royales abandonnées et le 3^e aux fortifications de Calais.

La séance du samedi 27 a été consacrée tout entière à un incident soulevé par M. Isambert. On se rappelle que ce député avait porté à la tribune une affirmation de laquelle il résulterait, si elle était vraie — et ledément le plus catégorique lui a été donné — que des ordres auraient été donnés par le gouvernement pour composer les listes du jury de 1842 de manière à assurer des condamnations dans les procès politiques. La *Gazette de l'Aurore* s'est servi de cette révélation pour accuser le préfet et le procureur-général de Clermont. Ces deux magistrats, directement intéressés dans cette accusation, ont cité le journal devant la cour d'assises du Puy du Dôme. Cette feuille, qui s'obtient, ainsi que le veut la loi, le moyen de prouver les faits qu'elle avait avancés a cité com-

me témoin à décharge. MM. Isambert, Billault et Charaudeau, membres de la chambre des députés. C'est l'occasion de cette citation que M. Isambert est venu donner à la chambre de nouvelles explications sur la manière dont le document, dont il a parlé, serait venu à sa connaissance. Ces nouvelles explications ont été en contradiction formelle avec ses deux précédentes affirmations, qui se démentaient elles-mêmes. Puis M. Isambert a déclaré qu'il n'obéirait pas à la citation, parce qu'on voulait porter atteinte à son indépendance de député, oubliant que c'était un accusé qui implorait son secours. Tout ce qui ressort de ce débat, c'est que M. Isambert ayant donné à un même fait trois explications contradictoires ne doit inspirer qu'une médiocre confiance sur les faits qu'il affirme et que sa prétendue révélation ressemble beaucoup à un mauvais rêve, pour ne pas nous servir d'une expression plus vraie et plus énergique. C'est ce qui lui a bien démontré M. le ministre des travaux publics, sans qu'il ait pu rien dire pour se justifier. Le ministre a refusé de produire la lettre en question, d'abord parce qu'elle était confidentielle et ensuite pour ne pas établir un précédent qui mettrait le gouvernement dans le cas d'appeler la publicité sur les faits qui doivent rester secrets, sur la simple affirmation d'un député qui viendrait émettre à la tribune un doute sur quoique ce soit. Ce triste débat, qu'il n'était pas de l'intérêt de M. Isambert de renouveler, s'est terminé sans vote de la chambre. Mais c'est une séance qui a été complètement perdue, grâce à M. Isambert.

M. le commissaire de police de Bastia nous adresse la réclamation suivante :

Bastia, le 4 mars 1842.

Monsieur le Rédacteur.

La feuille de votre journal du 26 février dernier, contient un article qui reproche à la police de cette ville, un défaut de surveillance dans la vente du pain et de la viande.

Si l'auteur de cet article avait pris la peine de demander des renseignements au greffe des justices de paix, il aurait reconnu que, depuis le 16 février dernier, qu'au 2 mars courant, c'est-à-dire, dans un intervalle de quinze jours, vingt trois boulangers ou bouchers, dont l'indivision dans le droit, a été constatée par les agents de la police, ont subi des condamnations pécuniaires; et que quelques uns d'entre eux ont été condamnés même à l'emprisonnement.

Je vous prie, et au besoin même, je vous requiers d'insérer l'ordre dans le prochain numéro de votre journal.

Recevez, Monsieur le Rédacteur, l'assurance de mes sentiments bien distingués.

SANTILLI.

Nous sommes heureux d'apprendre au public que la police s'occupe de veiller à ses intérêts; nous nous bornerons à faire observer à la police que, sans contester sa sollicitude durant ces 15 derniers jours, il est fâcheux qu'elle ait attendu jusqu'au 16 février pour s'apercevoir d'un abus qui existait depuis très-long-temps et contre lequel les plaintes générales étaient formulées chaque jour; mais vaut mieux tard que jamais et la police devrait nous remercier de lui avoir fourni les moyens de se justifier. Nous espérons que son zèle ne se ralentira plus à l'avenir.

NÉCROLOGIE.

Mademoiselle Marie Julie Ricciardi, fille de M. Simon Ricciardi de la commune de Pieve, petite-fille de M. Biagini juge de paix du canton de S^{te} Pietra, est décédée le 22 février au Pensionnat des Sœurs de St-Joseph, où elle se trouvait depuis environ deux ans.

Les soins les plus tendres prodigués par les parents, par la digne supérieure et par toutes les bonnes religieuses de l'établissement, qui, comme autant de mères, n'ont jamais voulu quitter le chevet de la malade, et tous les efforts de l'art n'ont pu réussir à conserver cette jeune existence qui charmait tous ceux qui avaient le bonheur de l'approcher. L'âme angélique est allée prendre au ciel la place qui l'attendait déjà.

Nous voudrions pouvoir redire ici tous les

détails de cette fin prématurée qui a dû contrister toute la ville; mais notre plume ne pourrait qu'affaiblir ce qui est dans tous les cœurs. Les sentiments les plus élevés s'étaient donnés comme un rendez-vous, dans cette douloureuse conjoncture. Nous ne dirons rien non plus des funérailles, auxquelles on s'est empressé d'accourir de toutes parts. La ville gardera long-temps le souvenir d'une cérémonie aussi touchante.

Le corps a été transféré au village. Les bons habitants s'étaient rendus en masse dans cette ville pour emporter ces précieux restes sur lesquels le plus désolé des pères, une seconde mère, une sœur et deux vieillards inconsolables iront, chaque jour, verser une larme.

(Communiqué).

ALGÈRE. — Abd-el-Kader est décidément rejeté hors des possessions françaises. Le dernier coup vient d'être porté à sa puissance, et désormais le prestige à l'aide duquel il entraînait les tribus à sa suite a disparu. Voici le bulletin très succint donné par le *Messenger* de lundi soir :

• Le fort de Sebdon ou la Frasca, à dix lieues sud de Tlemcen, a été détruit le fond en comble le 9. C'était la dernière place de la seconde ligne de l'émir.

• L'ennemi, dans cette campagne, nous a laissé, en fuyant, 14 pièces de canon, dont 7 de campagne, fondues à Tlemcen.

• Quinze tribus nous ont fait leur soumission. L'émir est sur les terres du Maroc, près de la frontière.

• Nous faisons des progrès rapides dans l'ouest.

PORTUGAL. — Un bateau à vapeur anglais, qui a quitté Lisbonne le 14, a porté à Londres les détails de la révolution qui vient de s'accomplir en Portugal. Les troupes qui occupaient la citadelle furent les premiers, à Lisbonne, à proclamer la charte. L'avis de les assiéger fut ouvert; la reine ne voulut pas. On se mit en devoir de les bloquer; mais les soldats employés au blocus désertèrent presque tous et passèrent dans la citadelle. Dans la journée du 8, une députation des officiers de la citadelle demanda à être reçue par la reine. La reine, qui paraissait toute tremblante, déclara qu'elle ne sanctionnerait jamais le renversement de la forme actuelle du gouvernement par un mouvement militaire, mais qu'elle était prête à se conformer au vœu de la majorité de la nation, quel qu'il pût être.

Le lendemain, les ministres vinrent offrir leur démission, qui fut acceptée. Un nouveau cabinet, sous la présidence du duc de Terceira, fut nommé. Le 10, après une manifestation de la foule sous les fenêtres de la municipalité, celle-ci vint en députation auprès de la reine la supplier de céder au vœu public et de rétablir la charte de 1826. Arrivée au palais, la municipalité apprit que, de l'avis des ministres, la reine avait déjà rendu un décret pour le rétablissement de la charte et la convocation des cortès au 10 juin prochain. Un autre décret postérieur ordonne qu'en mémoire de la restauration de la charte, les 14, 15 et 16 février seront dorénavant jours de grande fête et de réjouissance publique, avec illuminations, carillons de joie, salves d'artillerie, etc.

PRUSSE. — On lit dans la *Gazette de la Haute Allemagne*, 18 février :

• A la frontière prusso-russe les choses prennent une tournure fort grave. Des combats ont lieu et les paysans se forment à la petite guerre. On ne fait pas de quartier de part et d'autre. On assure que les frontières seront occupées militairement sur divers points où l'on se bat le plus souvent, soit pour empêcher la contrebande, soit pour prévenir les empiétements des Cosaques.



On assure que Lyk, Königsberg et Pillau seront fortifiés, ce qui donnerait à la Prusse orientale des places d'armes de premier ordre.

ORIENT. — Voici, d'après le *Morning-Herald*, le texte de la note officielle que le ministre des affaires étrangères de la Porte-Ottomane a remise à M. de Bourqueney :

« La dernière fois que j'ai eu le plaisir de vous voir, vous m'avez demandé si la Porte avait le projet d'opérer des changements dans la condition de Tunis. Tout ce que je puis répondre à cet égard, c'est que la sublime-Porte n'a pas pour le moment l'intention d'introduire un nouveau mode d'administration dans Tunis, et cela avec d'autant plus de raison que Mushir-Achmed-Pacha a constamment obéi de la manière la plus empressée aux instructions à lui envoyées par le Sultan ; et, comme il remplissait ses devoirs de sujet, on ne pourrait à l'avenir lui témoigner de plus grands égards que ceux qu'il a déjà obtenus ».

ÉTATS-UNIS. — On lit dans le *Courrier des Etats-Unis*, du 2 février :

« Une pétition demandant la dissolution de l'Union fédérale a été présentée au congrès, et l'ex-président John Quincy Adams, qui s'en est fait l'organe dans la chambre de représentants, a soulevé contre lui un orage de colère et de menaces. On a d'abord demandé l'expulsion du *traité* ; puis, par respect pour la dignité suprême dont il fut investi, par pitié pour ses cheveux blancs, on s'est borné à requérir contre lui une censure solennelle. Les débats les plus violents se sont élevés sur cette question ; la chambre s'est divisée en trois camps, dont l'un, composé des représentants du Sud, veut poursuivre à outrance le fanatique champion de l'abolitionisme, tandis que l'autre, composé des représentants du Nord, se porte solidaire et protecteur des actes de l'illustre accusé ; le troisième enfin, plus sage, mais beaucoup moins nombreux, demande que l'on ne fasse ni aux pétitionnaires ni à leur complice l'honneur d'un anathème législatif, que l'on étouffe sous le mépris et l'oubli cette semence de discorde jetée au sein de l'Union ».

« Le vote qui terminera cette déplorable discussion ne paraît plus douteux : une majorité de 15 à 18 voix déclarera qu'il y a lieu de réprimander M. Adams ; mais ce sera là un fatal triomphe, qui, s'il ne brise pas le lien fédéral, en révélera la faiblesse ».

— Le tunnel de la Tamise sera livré au public dans le courant du mois d'avril prochain. On percevra un droit peu élevé pour le passage d'une rive à l'autre.

— Par arrêt en date du 12 février, le conseil d'état, confirmant un arrêté de conflit pris par le préfet de Gers, a décidé que les tribunaux correctionnels étaient incompétents pour connaître des plaintes en diffamation portées par un citoyen contre le maire et le conseil municipal d'une commune à raison d'une délibération prise par ce corps, et que la connaissance de cette plainte appartenait à l'autorité administrative supérieure.

— Le *Toulonnais* annonce, et le *Sémaphore* confirme qu'incessamment il y aura 6 départs par mois pour l'Afrique et 6 arrivées de paquebots-poste. Les départs auront lieu alternativement de Toulon et de Marseille.

— Par suite de l'ordonnance du 10 janvier, qui attribue aux sous-officiers de l'armée une partie des emplois vacants dans le personnel des douanes et des gardes forestiers, M. le maréchal ministre de la guerre vient, par une circulaire, d'enjoindre aux lieutenant-généraux commandant les divisions militaires de faire désigner dans les corps de toutes armes placés sous leurs ordres respectifs, un certain nombre de candidats destinés à entrer dans l'un ou l'autre de ces services.

— On écrit de St-Petersbourg, 8 janvier : « On apprend que l'empereur a résolu d'accorder à plusieurs Polonais la permission de retourner en Russie ; dans le nombre se trouve le prince Oginski, qui depuis plusieurs années a établi en France un atelier de reliure, et qui vivait de cette industrie ».

ANNONCES ET AVIS DIVERS.



LE BATEAU A VAPEUR

LE MARÉCHAL SEBASTIANI

Partira le 13 courant de Bastia à 2 heures de l'après-midi pour Ajaccio, il relâchera à 9 heures du soir à l'île-Rousse pour débarquer les passagers et pour embarquer ceux qui devront se rendre Ajaccio, où il arrivera le 14, et il repartira le même soir à 9 heures pour Bastia en relâchant à l'île-Rousse.

Les passagers qui désireront en profiter, pourront s'adresser à Bastia au bureau des gérants, à l'île-Rousse chez M. Semidei Jacques et à Ajaccio chez M. Forcioli Augustin, et frère.



A VENDRE un jardin au environs de Bastia, planté de citronniers et autres arbres fruitiers,

avec deux maisonnettes, trois sources et réservoirs. S'adresser au bureau du

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 26 Février au 4 Mars 1842.

ARRIVÉES.

Solenzara, bat. à vapeur Pozzodiborgo, c. Valzi. S. Pellegrino, gond. St-Erasme, c. Dominici, b. Pronete, gondole St-Antoine, c. Ficaja, vin. Livourne, bateau à vapeur Sebastiani, c. Lota. Marseille, mistick Assomption, c. Thiers, divers. Marseille et île-Rousse, tartane Vierge des Carmes, c. Rehora, diverses.

Cette, bouf Assomption, c. Bertocci, diverses. Savone, gondole Désir, c. Lusinchi, b. Toulon, bateau à vapeur Liamone, c. Valzi, dép.

DÉPARTS.

Solenzara, bat. à vapeur Pozzodiborgo, c. Valzi. Toulon, bateau à vapeur Golo, c. Valzi, dép. Calvi, bouf Conception, c. Loquente, lits milit. Livourne, bat. à vapeur Pozzodiborgo, c. Valzi. Livourne, bat. à vapeur Sebastiani, c. Lota. Livourne, mistick Assomption, c. Oliva, bois de construction.

Cagnano, gondole St-Joseph, c. Berlingeri, lest. Propriano, mistick St-Vincent-Ferreri, c. Battistini, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

LE

MUSÉE COMIQUE

DE

CH. PHILIPON.

CHAQUE LIVRAISON

est du format du *Journal des Débats* et contient de 35 à 50 caricatures, actualités, Dessins de mœurs, Portraits, Charges, etc... par MM. ALOPHE CHAM, DAUMIER, E. FOREST, GAVARNI, GRANDVILLE, JANET LANGE, HENRY MONNIER, TRIMOLET, VERNIER et autres.

Sommaire du 1^{er} Numéro.

SALON DE CETTE ANNÉE, par Gavarni, 7 Dessins. — HISTOIRE DE FEU BARBE-BLEUE, mise en images pour les grands et petits enfants, par Cham, 18 dessins. — LES NOUVELLES MÉTAMORPHOSES DU JOUR, ou *Les Hommes à têtes de bêtes*, par Grandville, mises sur bois par E. Forest, 4 dessins. — MÉLANGES, par Cham, 9 dessins. — ROBERT MACAIRE, par Daumier. — FABLES DE LAFONTAINE, par J. David. — LA VICTIME ET LE BOURREAU, par Gavarni, 3 dessins.

Total 41 Dessins.

On souscrit, en adressant un bon sur la poste ou sur une maison de Paris,

à MM. AUBERT et C^{ie}, Éditeurs, Place de la Bourse, N° 29.

PRIX : pour 48 livraisons, 28 francs. — pour 24 livraisons 14 francs.

Prix de la Boîte 4 fr. (exclusif de la Poste)

CAPSULES de MOTHES

au BAUME de COPAHU pur, liquide, sans odeur ni saveur.

Une des plus belles inventions... (text small) ...

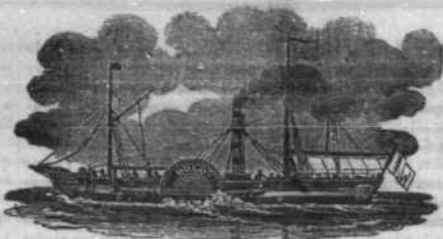
DEPÔTS DANS TOUTES LES BONNES PHARMACIES DES DÉPARTEMENTS.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

AT Office-Correspondance d'AGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

Le conseil municipal de Bastia s'est réuni extraordinairement dimanche dernier. A cette réunion assistaient, aux termes de la loi, les citoyens les plus imposés de la commune, en nombre égal à celui des membres du conseil. Un emprunt de cent mille francs a été voté pour pourvoir aux dépenses qui restent à faire pour mettre le collège royal en état de recevoir son organisation définitive. Le remboursement et l'intérêt de cet emprunt seront servis par un excédant de ressources qu'offrent, indépendamment des revenus ordinaires de la ville, les recettes de l'octroi à la suite de l'augmentation des droits proposés sur certains objets de consommation. C'est encore un sacrifice que la commune s'impose, mais il était nécessaire pour mener à bonne fin, le plus promptement possible, une entreprise qui a eu pour elle toutes les sympathies de l'opinion publique quand a paru l'ordonnance royale du 24 août 1838, qui dotait la ville d'un établissement aussi vivement désiré que celui du collège royal. Ce dernier emprunt sera suffisant pour couvrir toutes les dépenses qui restent à faire : son autorisation, qui ne pourra faire difficulté, car sa nécessité est évidente, et le gouvernement, qui nous a accordé le collège royal, ne voudra pas nous enlever les moyens de le voir ouvrir, ne saurait non plus souffrir de grands retards, une ordonnance royale suffisant pour qu'il soit effectué, le budget de la ville ne s'élevant pas au delà de 100,000 francs. Cette mesure est donc bonne et nous pensons aussi que l'on diminuera, autant que faire se pourra, les lenteurs qui s'attachent, en France, à tous les actes de l'administration publique, afin de se mettre en mesure de pouvoir profiter, dès le mois de janvier prochain, de l'une des allocations, que le ministre de l'instruction publique a demandées au budget des 1842, pour l'ouverture de deux nouveaux collèges royaux. Autrement ce serait reculer de deux ans l'ouverture du collège royal, et peut-être de plus long-temps même, car d'ici là, qu'on ne l'oublie pas, les cinq villes, qui sont sur les rangs avec Bastia pour obtenir cette faveur, pourraient nous avoir gagnés de vitesse. La décision de dimanche dernier est bonne, mais elle sera encore meilleure si l'on ne s'arrête pas à ce premier succès et si l'on pousse vivement l'autorisation de l'emprunt voté.

La gendarmerie de la Corse vient de faire une

nouvelle et récente arrestation qui lui fait le plus grand honneur et qui, malheureusement, a causé la mort de l'un des braves militaires qui y ont pris part. Voici dans quelles circonstances :

M. le lieutenant de gendarmerie de Calvi, Jeanuel, apprit, au commencement du mois, que le nommé Lega, âgé de 42 ans, condamné par contumace, à la peine de mort, était apparu dans l'arrondissement. Il donna aussitôt l'ordre d'établir des patrouilles de jour et de nuit pour tacher de saisir ce bandit redoutable qui, depuis six ans, s'était dérobé aux recherches de la force armée. Bientôt des renseignements plus précis permirent de retracer le cercle des recherches et la brigade de Calenzana se mit en route dans la nuit du 6 au 7 de ce mois pour arriver de bonne heure à l'endroit où elle était assurée de trouver le bandit. Arrivés à 4 heures du matin sur le territoire de la commune de Montemaggiore, le brigadier Chapelle, aperçut de loin Lega, assis à côté d'un feu, dans une bergerie, au milieu d'un maïs. Il était sur ses gardes et avait son fusil entre les jambes. Le brigadier Chapelle prit ses mesures pour pouvoir se emparer de Lega, et voulut attendre que le grand jour fut venu pour enlever au bandit tout moyen de se dérober à ses poursuites. Mais ce dernier averti par son neveu, qui lui servait de guide et d'espion, du danger qu'il courait prit la fuite et ayant rencontré sur son chemin le gendarme Castellini, il lui tira un coup de fusil qui, malheureusement, l'atteignit au-dessus du sein gauche : dix minutes après l'infortuné Castellini avait cessé de vivre. Poursuivi vivement par les autres gendarmes, Lega n'en continua pas moins de se défendre avec fureur ; deux fois il fit feu sur le brigadier Chapelle, sans pouvoir l'atteindre, la troisième fois la balle de son fusil traversa le schako du brigadier, à deux travers de doigt au-dessus de la tête. Mais atteint lui-même d'un coup de feu que lui avait tiré le gendarme Benedittini, et frappé d'une balle qui l'atteignit par derrière et qui ressortit par l'aîne droite, il lui fut impossible de continuer sa fuite ; toutefois il nese rendit qu'après avoir déchargé un coup de pistolet sur les gendarmes. Ce qui peut donner une idée de la résolution de ce bandit, et des précautions qu'il prenait, c'est qu'on a trouvé sur lui indépendamment d'un fusil double à piston, un pistolet à deux coups un stylet, un couteau, 17 balles, deux cartouches, 4 balles de pistolet, de la poudre, 25 capsules, deux tire-balles et une lunette d'approche. Le bandit Lega et son neveu ont été mis à la disposition du procureur du roi de Calvi et des honneurs funé-

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35.

lres ont été rendus à l'infortuné Castellini, qui laisse une veuve enceinte et un enfant en bas âge. Nous espérons que le gouvernement viendra à l'aide à cette famille, privée de son appui, qu'il a été victime du dévouement de son chef à ses devoirs. Le brigadier Chapelle, par son sang-froid, par le danger qu'il a couru, mérite certainement une récompense qui ne saurait lui être refusée et c'est avec empressement que nous signalons à la reconnaissance du pays le courage dont il a fait preuve en cette circonstance. Les gendarmes Benedittini et Badie l'ont surtout parfaitement secondé ; l'un en blessant le bandit et l'autre en allant, la veille, explorer les lieux qu'on avait désignés comme la retraite du bandit.

Voici une seconde arrestation opérée également par la gendarmerie et qui n'est pas moins importante.

Dans notre avant-dernier n° nous faisons connaître à nos lecteurs le double assassinat dont était rendu coupable, le nommé Emanuelli, le 20 février dernier. L'arrestation d'un criminel de cette espèce était des plus importantes, aussi la gendarmerie n'a négligé aucun moyen pour arriver à mettre le coupable sous la main de la justice. On savait qu'il ne s'était pas éloigné de beaucoup du théâtre de son crime. Il fallut cependant diriger les poursuites avec beaucoup de prudence et de réserve et c'est ce que l'on fit. On fut complètement récompensé du soin qu'on avait apporté et après trois jours d'embuscade on s'empara de la personne du fugitif, qui s'était caché dans un moulin, situé dans la commune de Penta. Arrêté le 4 mars, il a été écroué dans les prisons de Bastia. Cette arrestation est due à la brigade de gendarmerie de Castellare et surtout au maréchal-des-logis Andanson, parfaitement secondé par le brigadier Sinibaldi qui a fourni d'utiles renseignements. Ce dernier s'était déjà distingué lors de l'arrestation du bandit Giacobbi dit *Masciolo*. Une part des éloges mérités pour l'arrestation d'Emanuelli doit revenir à M. Klein, lieutenant de gendarmerie de Vescovati qui a su diriger les militaires placés sous ses ordres de manière à assurer la capture du fugitif.

Il nous arrive souvent de constater les importantes arrestations faites par les voltigeurs corses dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité publics dans notre pays. Nous avons sous les yeux un résumé de ces arrestations faites depuis que M. le commandant Mattei est à la tête de ce ba-

tailleur, et ce résumé est une nouvelle preuve des efforts heureux que font les voltigeurs. Ainsi dans l'espace de trois mois, du 10 décembre 1841 au 3 mars 1842, 50 arrestations ont été opérées par les voltigeurs. Elles se répartissent ainsi : assassinats 33, dont 6 d'assassinat, 2 de meurtre, 1 de vol, 3 de tentative d'assassinat, 8 de meurtre, 13 de divers crimes et délits, aux quels il faut ajouter 4 déserteurs, 15 individus surpris en flagrant délit, 6 porteurs d'armes prohibées et 1 débiteur envers l'Etat.

Pour mieux apprécier l'importance de ces arrestations nous ajouterons que dans leur nombre figurent celles de sept bandits, tous redoutables et coupables de plusieurs crimes, dont trois ont succombé dans la lutte qu'ils ont eue contre les voltigeurs chargés de les arrêter. Ces résultats nous dispensent de tout éloge.

De son côté la gendarmerie ne reste pas oisive et elle rend, elle aussi, des services signalés à la cause de l'ordre et de la sécurité. Dans le mois de février la 1^{re} compagnie de la Corse a opéré 16 arrestations qui se répartissent ainsi : assassinats 2, voleurs 3, perturbateurs du repos public 1, arrêtés en vertu d'un mandat de justice 3, déserteurs de l'armée de terre 1, porteurs d'armes prohibées 4, débiteurs envers l'Etat 1, coupable de viol 1. Sur ce nombre total 9, ont été saisis en flagrant délit et 6 en vertu d'un mandat de justice.

Un fait affligeant résulte de ces chiffres, c'est que les armes prohibées continuent à être portées, puisque nous trouvons ici dix individus arrêtés pour cette violation de la loi. Le mal est donc encore grand et la force publique doit redoubler d'efforts pour agir contre un mal que de mauvaises et longues habitudes protègent et qui, dans des moments de rixe, amène de nouveaux crimes.

En publiant ces faits, qui prouvent que la surveillance exercée par la force publique est active, persévérante et heureuse, nous voudrions porter dans la conviction de tous les individus qui rêvent des crimes ou des vengeances qu'il leur sera difficile, leurs passions satisfaites, d'échapper au châtiment qui les attend. A défaut du cri de la conscience, la peur de la répression pourrait peut-être leur donner à réfléchir et, sous ce rapport, la publicité, que nous donnons à ces faits, aurait un résultat que nous désirerions vivement lui voir atteindre.

L'on nous demande de Livourne quelques renseignements sur un duel qui a eu lieu, à la fin de février, aux environs de notre ville, entre le fils du général Excelmans, lieutenant sur le brick le *Grenadier*, en station à Livourne, et un jeune italien. Quoique ce duel ait été à peu près ignoré à Bastia, nous sommes parvenus à nous procurer des renseignements que nous avons puisés à une source certaine.

Le duel qui n'avait pu avoir lieu à Livourne, les combats singuliers étant sévèrement prohibés en Toscane, les deux adversaires convinrent de se rendre en Corse, pour vider leur querelle. Ils prirent leurs mesures pour pouvoir partir immédiatement après le combat. Les deux adversaires et leurs témoins se rendirent à *Lupino*, près de la mer, à quelques pas de Bastia. Le lieutenant Excelmans laissa le choix des armes à son adversaire qui se décida pour l'épée. Le combat engagé, le jeune italien recula de manière à rendre tout combat impossible. C'est alors que le lieutenant Excelmans lui déclara qu'il était loin d'exiger du sang pour réparation de l'outrage qu'il avait reçu et qu'une rétractation par écrit lui semblait une réparation suffisante, avec un homme qui paraissait reculer devant le combat qu'il avait accepté.

Cette proposition fut agréée et le duel terminé de cette manière, les deux adversaires se rembarquèrent immédiatement sur un brick de commerce qui, sans savoir ce qui devait se passer, les attendait en mer. C'est ainsi que s'est terminée une affaire qui aurait pu avoir des suites funestes.

Maintenant pour nos lecteurs de Bastia, nous ajouterons que l'italien et ses deux témoins ont été arrêtés en débarquant à Livourne et conduits à la forteresse. Le lieutenant Excelmans consigné à bord du brick le *Grenadier* a vu bientôt ses arrêts levés. La cause de ce duel avait été une discussion qui s'était engagée à la suite d'un épisode peu important survenu au bal donné par le gouverneur de Livourne et auquel assistaient les deux adversaires. C'est le 22 février, mardi, que ces événements se sont passés à Bastia.

M. Bouchez, inspecteur de l'académie de la Corse, est venu faire l'inspection du premier semestre au collège de Bastia. Cette inspection, qu'il n'a pu faire aussi longuement qu'il l'aurait désiré, étant rappelé à Ajaccio par l'absence de M. le recteur de l'académie que des circonstances douloureuses ont forcé de se rendre sur le continent, cette inspection lui a prouvé que les études du collège de notre ville avaient su, pendant ce premier semestre, se tenir à la hauteur qu'elles ont déjà atteinte. Il s'est plu à exprimer la satisfaction qu'il en a éprouvée; le collège de Bastia reste donc ainsi au rang qu'il doit véritablement occuper : par les progrès qu'il a accomplis, et qui vont s'affermissant et se développant de plus en plus, il est tout préparé à recevoir l'organisation nouvelle qui, en récompensant les efforts du passé, assurera à notre île la jouissance d'un établissement destiné à exercer une influence si notable sur son avenir.

M. l'inspecteur a également proclamé les noms des élèves qui ont obtenu les prix et les accessits d'excellence du premier semestre. Nous publierons ces nominations dans notre prochain numéro.

Dans la dernière séance de la chambre des communes, sir Robert Peel, répondant à une interpellation de M. Sheil, touchant l'occupation de l'Algérie par la France, s'est exprimé ainsi :

« Sir Robert Peel pense que l'honorable membre doit savoir combien il est contraire aux usages de faire une question aussi importante sans avertissement préalable. (Écoutez! écoutez!) Il se trouve par hasard que, lui, il peut répondre à la question sans avoir été averti (*cheers*)! Cependant, il n'est pas moins vrai que le parti le plus convenable serait d'avertir d'avance. Son noble ami (lord Aberdeen) n'admettait pas l'entière exactitude de l'interprétation attachée à cette conversation. Quant à lui, sir Robert Peel, il ne voyait aucune différence essentielle entre les deux versions. (*He did not know that there was any substantial difference between them*) ; seulement, son noble ami n'admettait pas qu'il se fût servi de la phrase : « Qu'il n'avait pas d'objection à ce que la France gardât ses possessions dans l'Algérie ». — Mais qu'il n'avait pas d'observations à faire à ce sujet ». Cette déclaration du premier ministre anglais prouve que nos voisins ne peuvent encore nous pardonner la conquête d'Algérie. Ces paroles de sir Robert Peel, en présence de tous les envahisseurs de l'Angleterre, sont d'une effronterie qui dépasse toutes les bornes.

Au reste, l'opinion de l'Angleterre sur notre conquête importe fort peu. Le cabinet anglais peut faire des réserves comme il lui plaira et tant qu'il plaira, nous n'avons pas à nous en occuper.

Le roi en son conseil d'Etat vient de rejeter le pourvoi, contre une décision ministérielle, formé,

au nom de Madame Franceschetti, par M. Benetier, et tendant à obtenir une pension viagère. Ce pourvoi était de l'avis de M. Durat Lasalle a été soutenu par M. Godard de Saponay avocat au conseil d'Etat et à la cour de Cassation.

Nous n'objecterons rien à une décision royale qui a contesté des services reconnus et liquidés en 1818 par M. le ministre de la guerre; mais nous voyons avec regret que la veuve d'un officier-général qui a rendu de si éminents services à la France, n'ait pu obtenir un subsidie pour ses vieux jours.

La patrie cependant ne sera pas ingrate et la veuve du Général Franceschetti aura la douce consolation de voir son fils, qui s'est déjà si distingué en Algérie, devenir l'emule de son père qui a gagné ses grades au champ d'honneur!

INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Congé de Pâques*. Le Conseil royal de l'instruction publique, etc. Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le congé et la sortie facultative accordés les jeudis, vendredis et samedis de la semaine sainte sont supprimés.

Art. 2. Il y aura études et classes le jeudi et le samedi, et études le vendredi, sauf, durant ces trois jours, le temps réservé aux exercices religieux.

Art. 3. Il y aura congé et sortie facultative le dimanche de Pâques, après les offices religieux du matin, ainsi que les jeudis, mardis, mercredis et jeudis suivants. Dans lesdits jours fériés demeurent compris le congé spécial accordé à l'occasion des prix de semestre. Les élèves devront être rentrés le jeudi soir.

Nouvelles Diverses.

— Le *Courrier français* du 23, publie quelques détails sur les expéditions du 1^{er} au 6 février. Partout les Arabes ont refusé le combat. Une vingtaine de chefs des Garrabats sont arrivés à Oran et ont annoncé la soumission définitive de leur importante tribu. Tlemcen est destiné à devenir un centre d'opérations; le général Bedeau doit y rester avec 5,000 hommes.

— Plusieurs colonels de la garnison de Paris viennent de mettre à l'ordre du jour, dans leurs corps, que tout militaire qui sera signalé pour avoir dégainé son sabre hors le cas de danger réel et de légitime défense, même sans en avoir fait usage, encourra une peine disciplinaire : son arme lui sera enlevée pendant un mois et suspendue dans l'un des bureaux du conseil d'administration. Ce nouveau règlement, dont on attend de bons effets, a été déjà appliqué à un sapeur du 17^e de ligne, qui a été puni de la salle de police et du retrait de son arme pendant un mois.

— L'administration provisoire du département de la Haute-Garonne a définitivement cessé : M. Napoléon Duchâtel vient d'être nommé à cette importante préfecture.

— Une balancelle napolitaine vient d'être accostée et visitée avec la plus grande rigueur par un bateau garde-côte romain. Cette balancelle, qui sortait de Civitavecchia, avait déjà atteint la pleine mer. Le capitaine napolitain s'est plaint de l'illégalité de cette visite et des mauvais procédés dont on avait usé à son égard, au consul de sa nation. On pense que le roi Ferdinand exigera fermement une réparation.

ANGLETERRE. — L'affaire des céréales absorbe tous les esprits en Angleterre. Les interpellations qui n'ont pas trait à cette affaire n'excitent dans la Chambre aucune attention, et sir Robert Peel

peut facilement éviter de répondre à celles qui l'embarassent. Les journaux whigs annoncent que de nombreux meetings ont lieu dans tous les pays pour manifester le mécontentement causé par la motion de sir Robert Peel. Birmingham, Manchester, Nottingham, Derby et d'autres grandes villes sont en proie, dit le *Globe*, à la plus vive agitation. A Northampton, le 19 février, la foule qui voulait brûler sir Robert Peel en effigie est devenue si menaçante que la lecture du *riot-act* a dû être faite. Des bourgeois immédiatement improvisés en constables se mirent à faire des patrouilles mais il fallut l'intervention d'une compagnie du 54^e régiment de Wadon pour rétablir la tranquillité.

A Hull, sir Robert Peel a été aussi brûlé en effigie devant plus de 15,000 personnes.

ANGLETERRE. — Des nouvelles alarmantes, mais qui exigent encore confirmation circulent sur l'état de l'Inde. L'intention des Anglais serait, quant à l'Afghanistan, d'abandonner le shah et d'y renvoyer Dhost-Mohammed.

La révolte ne sa bornerait plus à l'Afghanistan : elle se serait étendue au royaume d'Onde. Les cantonnements anglais établis à Solthampour ont été attaqués. Le Népal a 50,000 hommes sous les armes, et se prépare à une agression. On n'est pas sans inquiétude du côté des Birmans.

On dit aussi que le Caboul est en pleine insurrection, et que l'on commence à concevoir de vives craintes sur la fidélité des Cipayes, qui font toute la force des Anglais dans l'Indoustan.

BELGIQUE. — C'est le 28 février, qu'ont commencé devant la Cour d'Assises de Bruxelles les débats sur l'affaire du fameux complot belge. Les témoins assignés sont au nombre de près de 200, parmi lesquels 126 assignés à la requête du ministère public. La première audience a été consacrée exclusivement aux opérations préliminaires du procès, telles que la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation.

ALGERIE. — Une dépêche télégraphique datée de Tlemcen, le 16, annonce que la grande tribu des Beni-Hamer, qui mettrait trois mille chevaux en campagne, vient de faire sa soumission. On peut dire sans présomption que tout l'Ouest de la province d'Oran est soumis, sauf quelques petites tribus sans importance, depuis le Sahel jusqu'à la frontière du Maroc. Abd-el-Kader est sur cette frontière avec 2 ou 300 cavaliers. Il use ses derniers trésors à recruter quelques aventuriers.

— La colonne expéditionnaire, aux ordres du lieutenant-général gouverneur, partie d'Oran le 24 janvier, a fait son entrée à Tlemcen dans la journée du 30, n'ayant pas rencontré sur sa route une seule tribu hostile; Abd-el-Kader, informé de la marche de la colonne, avait fait évacuer la ville, qui a été trouvée en fort mauvais état. Des nouvelles postérieures, apportées par un exprès chargé des dépêches du gouverneur-général, ont appris que les affaires prenaient une bonne tournure; un grand nombre de tribus avaient fait leur soumission, mais elles se montraient craintives, et il faudra nécessairement, pour les rassurer, laisser quelques troupes dans le beylick de Tlemcen; c'est ce que le gouverneur paraît disposé à faire. Le 20 de ce mois, le général Mustapha-Ben-Ismaël est sorti de Tlemcen avec ses cavaliers Douaïres Smellas, s'est dirigé vers la rive gauche de la Tafna, où l'on savait qu'Abd-el-Kader s'était réfugié; les régiments de ce dernier ont été battus, nous leur avons tué quelques hommes et pris une trentaine de chevaux. Après cette brillante affaire, qui fait le plus grand honneur à notre digne allié, l'émir a gagné le Maroc. Le 9, à cinq heures du soir, 15 cavaliers arabes parfaitement montés et équipés sont venus mettre pied à terre sur la

place d'armes, à Oran, et après une conférence avec le commandant supérieur, ils sont repartis. C'étaient des chefs Garrabats, qui sont venus annoncer que leur tribu avait fait sa soumission entre les mains du général Bedeau, parti de Mostaganem dans ce but.

ANGLETERRE. — A la fin de la séance de la chambre des communes du 25 février, la chambre a été aux voix; 306 membres ont voté pour la résolution ministérielle relativement aux céréales (celle de l'échelle mobile présentée par sir Robert Peel), 104 voix ont voté contre. La chambre s'est ensuite ajournée au lundi suivant.

— A la fin de la séance du 28 de la chambre des communes, on a voté successivement les tarifs des nouveaux droits à percevoir sur l'orge, l'avoine, le riz, les haricots et les pois, la farine. Les divers chiffres proposés par sir R. Peel ont tous été adoptés à des majorités considérables.

Un amendement de lord Sandon, proposant en faveur des meuniers une augmentation du droit sur les farines, a été rejeté après un discours de sir R. Peel.

Un autre amendement en faveur des céréales provenant des colonies anglaises a été proposé par M. Smith O'Brien; combattue par lord Stanley et M. Gladstone, cette motion a été repoussée.

La victoire des tories sur la question des céréales est donc assurée dans le parlement. Il s'agit maintenant de remporter la même victoire sur l'opinion publique, qui jusqu'à présent se montre très-mal disposée pour les ministres, si l'on en juge du moins par les manifestations retentissantes qui ont lieu de tous côtés.

— Les journaux anglais renferment des nouvelles de l'Inde très alarmantes du Candahar et de Caboul. Les troupes bloquées à Caboul auraient été obligées de demander une capitulation et les chefs indiens auraient exigé qu'on leur livrât le shah Soudjah et qu'on abandonnât les canons de l'armée anglaise. Ces conditions étaient inacceptables. Des interpellations sur ces nouvelles ont eu lieu au parlement. Sir R. Peel a répondu que ces nouvelles n'avaient aucun caractère officiel, que le gouvernement n'avait rien appris de semblable, et qu'il attendait à chaque instant des rapports de l'Afghanistan.

On dit encore dans le public que le Népal et les Birmans ont déclaré la guerre à l'Angleterre, que les Cipayes sont en révolte, etc. On voit qu'il n'est guère possible que les nouvelles prochaines aillent plus loin en fait de désastres.

Quant à la Chine, on n'a point de défaite ni d'échec à y déplorer : mais l'avenir du commerce anglais paraît fort compromis. Les Chinois opposent une force d'inertie que les Anglais auront bien de la peine à vaincre. L'Empereur les traite toujours dans ses édits avec le plus profond dédain; il continue à ordonner l'expulsion et l'extermination de ces barbares à cheveux rouges.

— On mande de Toulon, 26 février : Des ordres du ministre de la marine, arrivés dans les divers ports du royaume, prescrivent de presser la construction des navires à vapeur qui se trouvent actuellement sur les chantiers. Il est question d'en lancer un à la mer dans notre port à l'occasion de la fête du 1^{er} mai.

On nous prie d'insérer l'article suivant :

Les obsèques de M. le comte Pozzo di Borgo ont eu lieu aujourd'hui avec une grande pompe. Le service religieux a été célébré dans l'église Saint-Thomas-d'Aquin; le deuil était conduit par le comte Charles Pozzo di Borgo, ancien colonel commandant la légion étrangère sous la Restauration, et neveu de l'illustre mort. Lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre; toute l'ambassade de Russie en grande uniforme, et presque tout le

corps diplomatique en masse sont venus rendre un dernier hommage à l'homme d'Etat qui, pendant quarante ans environ, a occupé une place si élevée dans les grands conseils européens. Les coins du poêle étaient portés par M. le duc de Crillon, beau-père du comte Charles Pozzo di Borgo; M. le marquis de Brignole, ambassadeur de Sardaigne; M. le comte Molé et M. le baron Mounier. Le Roi et M. le duc d'Orléans avaient envoyé leurs aides-de-camp. Parmi les personna-

ges qui suivaient le cercueil, on remarquait M. le marquis de Crillon, M. le lieutenant-général comte d'Ornano et M. le vicomte Rodolphe d'Ornano, son fils; M. le prince Galitzin, M. le marquis de Chaulanville, M. le prince Charles de Beauveau, M. le prince de Chalais, M. le duc de Valençay, M. le prince de Craon, M. le lieutenant-général marquis de Faudas, M. le comte de Rambuteau, préfet de la Seine; M. le duc et M. le baron de Montmorency, M. le duc de Noailles, M. le duc de Rohan, etc.

Le corps a été déposé provisoirement dans un des caveaux de l'église.

Parmi les hommes dont le nom se lie aux événements les plus importants du siècle où ils ont vécu, certes il faut mettre au premier rang M. le comte Pozzo di Borgo, que la mort vient de frapper au terme d'une carrière sur laquelle ses talents ont jeté le plus vif éclat.

Né en Corse, dans un temps voisin de l'époque où la France allait voir s'accomplir une révolution sans exemple dans les annales du monde, il prit, aux agitations de son pays, la part que lui assignait la supériorité d'esprit qui ne pouvait tarder à se révéler en lui. Appelé d'abord à des fonctions administratives, il fut bientôt après nommé député à l'Assemblée Législative, où il fit partie du comité diplomatique. Il n'eut ni l'occasion ni le loisir de déployer dans ses fonctions, toutes les ressources d'une intelligence dès lors appliquée à des travaux qui plus tard devaient précéder à si haut point sa pensée. Toutefois, la direction spéciale donnée à cette pensée active et pénétrante, n'en contribua pas moins peut-être à préparer les voies où M. Pozzo di Borgo devait si longtemps marcher vers le but des efforts qu'ont couronnés tant de succès.

Quelques lignes tracées à la hâte ne suffisent pas pour raconter une vie qui, si pleine d'intérêt, appartient désormais à l'histoire. L'ami ne peut prétendre qu'à en signaler à la justice les principales vicissitudes.

Si l'on juge mieux les événements éloignés que ceux dont l'effet présent cause une impression trop vive pour être exacte, presque toujours néanmoins l'appréciation du passé devient d'autant plus difficile qu'elle débute à l'observation une force de particularités qui seules ont à compléter l'ensemble des faits sur lesquels doit prononcer l'équité. Les luttes acharnées des partis, les passions qu'elles soulèvent, les embûches et les périls dont elles enveloppent pour ainsi dire la défense la plus légitime, ne sont souvent d'autant plus difficiles que la balance où se pèsent, loin de ces temps d'épreuve, les torts de l'oppressur et les griefs de l'opprimé. C'est ainsi que l'on entend chaque jour condamner l'apparente trahison des hommes dont le désespoir fait un instant passer les droits de l'humanité outragée avant ceux que s'arroge, sur un pays asservi, la domination du crime. C'est ainsi que M. Pozzo di Borgo dut être jugé lorsque ne voyant, dans les Anglais, que les libérateurs de la Corse, livrée en proie aux proconsuls qui s'initiaient les représentants du peuple, il accepta les fonctions de président du conseil d'Etat dans l'île que les violences et l'ineptie d'un pouvoir anarchique venaient de faire perdre à la France. L'his-

Les faits auxquels, depuis ce moment, j'associe la vie politique du comte Pozzo di Borgo, son rôle dans toutes les négociations où, représentant une puissance qu'aucune rivalité naturelle n'éloignait de nos intérêts, il prêtait à la France l'appui de son habile ascendant, sont choses présentes à l'esprit de tous ceux qui ont suivi les mouvements de la politique européenne. Au milieu des plus graves complications qu'aient produites, ici des révolutions avortées, là des révolutions accomplies, on vit tous jours donner les conseils de la prévoyance et de la sagesse; et lorsque la France parut un jour n'offrir à l'Europe que le sujet des plus vives appréhensions, que l'occasion des plus profondes méfiances, il fit naître en lui les inspirations que l'on devait croire les plus conformes à ses prédilections manifestes, les plus propres à soutenir son crédit près du souverain dont relevait sa conduite, pour ne céder qu'au

[illegible]

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

aller au devant des étrangers, les accueillir avec empressement et leur faciliter les moyens de former des établissements agricoles, industriels, qui, tout en tournant à leur profit, contribueraient si énergiquement à développer notre prospérité. Ces étrangers n'apportent ils pas avec eux des capitaux considérables qu'ils enlèvent à leurs pays et qui, en circulant parmi nous, laisseront quelque trace de leur passage? En agriculture ne nous apportent-ils pas des méthodes nouvelles qui, par la contagion heureuse de leur réussite, devront nous faire sortir de notre routine et stimuler notre émulation endormie? En industrie ne viennent ils pas créer pour nous de nouvelles ressources, de nouveaux instruments de travail et par les produits qu'ils façonnent nous ouvrent ils pas à notre commerce d'exportation, à notre classe ouvrière, à nos marins une large sphère d'activité en même temps qu'une source féconde de bénéfices. Enfin les uns et les autres ne conquièrent ils pas sur la stérilité, sur la barbarie, des terrains cœcumeux qu'ils rendent à la vie, à la fécondité, débarrassent ainsi des trésors que nous laissons enfouis faute de bras et de capitaux? Comment se fait-il donc alors que les étrangers n'aient pas toujours à se louer de nous et que souvent la disproportion de nos exigences, avec la valeur des terrains que nous nous proposons de leur vendre, les décourage et les contraigne à quitter un pays où ils avaient compté trouver un accueil et un concours empressés. L'ont-ils que les peuples sauvages qui se nourrissent de l'arbre à pain, mettent le feu au pied de l'arbre, pour se procurer plus facilement le fruit qui est à son sommet, ne s'inquiétant pas si, par un pareil système d'exploitation, ils ne s'affameront par un jour, ne voyant que le moment présent et n'ayant pas le sentiment du lendemain. Ne serait-ce pas, à quelque chose

Quelle sera la conséquence la plus naturelle de ces exigences exorbitantes? C'est qu'il se fera peu-à-peu une opinion publique, générale sur notre pays, qui justifiée par les faits, s'embrasera dans tous les esprits et résistera à tous les efforts que, mieux instruits par l'expérience, nous pourrions faire pour réformer cette opinion que nous aurons accréditée par notre faute. C'est qu'on se dira bientôt que, pour venir en Corse se livrer à l'agriculture et à l'industrie, il faut acheter la terre au poids de l'or et qu'il vaut mieux renoncer aux espérances de succès que cette terre si fertile avait fait concevoir, que de s'exposer à se ruiner avant d'avoir mis la main à l'œuvre. Précisément parceque les entreprises nouvelles exigent une mise considérable de fonds dans un pays où tout est à créer, on ne voudra pas voir cette première dépense, déjà si grande et inévitabile, décuplée en dehors de toute proportion raisonnable par l'achat même des terrains sur lesquels ces entreprises doivent être fondées. Les capitaux repoussés de chez nous, dans un moment où un accueil plus intelligent les retiendrait, prendront une autre route et nous nous verrons ainsi privés à la fois de cette double ressource d'argent et de population, dont nous avons cependant un besoin si impérieux. Que deviendra dès lors ce système qui consiste à vendre sa propriété au delà de sa valeur réelle? Que deviendront les espérances et les calculs de ces spéculateurs maladroits qui se seront ruinés eux et leur pays, pour avoir voulu s'enrichir en un jour? Ces crintes d'avenir, dont nous parlons, ne sont pas malheureusement chimériques et c'est précisément parcequ'elles sont trop positives, que nous croyons devoir appeler l'attention de tous les Corses, qui aiment leur pays, et qui aiment avec l'intelligence de l'avenir, sur un travers si funeste et qui compromet

Maintenant, si nous examinons la même question vis-à-vis du gouvernement, nous aurons, malheureusement, les mêmes plaintes à formuler, les mêmes recommandations à faire. Dans l'intérieur de l'île, au fur et à mesure qu'on s'éloigne d'un centre d'activité intellectuelle, ou les intérêts généraux sont mieux compris, nous trouverons bien des erreurs de ce genre à combattre. Le tracé d'une route royale ou départementale au lieu d'être, ce qu'il devrait être, c'est-à-dire un bienfait du gouvernement ou du département, qui devrait appeler la reconnaissance et un concours empressé et, sinon désintéressé, au moins équitable, n'est pour beaucoup qu'une occasion excellente de spéculations pécuniaires. La route est considérée comme une machine à battre monnaie, comme une mine d'or qu'il faut exploiter jusqu'au dernier filon. Comment ne comprend-on pas que cette route va donner la vie à des cantons isolés, abandonnés et que, nouvelle artère fé-

conde, elle va porter un principe de résurrection là où tout languit, déperit et se meurt. Comment ne voit-on pas que cette route produira plus, si elle est faite, en créant un nouveau débouché, que la parcelle de terrain, que vous vous obstinez à ne vendre qu'au poids de l'or, ne vous rapportera en beaux écus comptants? Comment ne voit-on pas que le gouvernement finira enfin par se laisser de tant d'exigences qui paralysent ses efforts et qui lui font doubler les dépenses déjà si considérables qu'il fait dans l'intérêt et l'avvenir de notre pays? Les millions qu'il nous prodigue, ne l'oublions pas, sont fournis par les autres départements, et quelque bien placés qu'ils soient en Corse, faut-il encore qu'ils y trouvent quelque concours et qu'ils ne soient pas condamnés à être gaspillés dans des acquisitions monstrueuses, dont le prix pourrait être employé si utilement à construire la route ouverte.

Aujourd'hui un principe nouveau paraît s'introduire dans notre économie politique, et il gagnera de plus en plus du terrain, car il est juste et fécond, c'est le principe du concours des parties, qui profite des travaux publics, aux frais de ces mêmes travaux. Ce principe est consacré aujourd'hui et a reçu, dans ces derniers temps, de nombreuses applications. Les départements, les communes qui doivent profiter des chemins de fer sur le continent, ont fait des offres immenses au gouvernement. Les uns ont voté des millions, les autres ont proposé de céder les terrains nécessaires. Ceci est très légitime et ce n'est qu'ainsi, que nous aussi, nous pouvons compter sur l'appui du gouvernement et des particuliers. Retraçons de nos prétentions ce qu'il y a de trop absolu, de trop injuste, si nous voulons qu'un nous vienne en aide. Au reste nous commençons à entrer dans cette voie. Dernièrement nous parlions de la route du Nebbio et de la nécessité de l'établir au plutôt. Nous sollicitons le gouvernement de s'en occuper. Le gouvernement se montrera bien plus disposé à entreprendre cette route, quand il saura, comme cela est en effet, que les communes et les particuliers dont cette route doit traverser les propriétés sont dans l'intention d'abandonner gratis les parcelles de terrain qui seraient réclamées pour cette même route. Ces dispositions sont excellentes; mais qu'on les formule en offres positives et précises, que les particuliers qui, eux aussi, tireraient avantage de cette route en faisant autant et que ces vœux et ces offres soient mis sous les yeux du gouvernement, et elles auront, nous l'espérons, un bon résultat. C'est le meilleur moyen de faire abandonner l'inconcevable rectification de la route actuelle de St-Florent. Le gouvernement ne sera-t-il pas stimulé à son tour, ne comprendra-t-il pas l'étendue du besoin en pouvant le mesurer sur l'étendue des sacrifices proposés? Qu'on imite donc entièrement l'excellent exemple que Bastia vient de donner en s'imposant extraordinairement pour concourir à la construction de son port, et l'on aura à s'en féliciter.

Il nous faut, nous le répétons, si nous voulons notre prospérité à chacun de nous, il nous faut renoncer à toutes nos prétentions exagérées. La justice, est après tout, le meilleur calcul qu'on puisse faire et le patriotisme le plus éclairé, comme le plus fécond, est celui qui place sur la même ligne et les intérêts privés et les intérêts collectifs. La est pour nous la condition de notre avenir. Il y a assez long temps que nous nous plaignons de l'abandon où l'on nous a laissés. Cet abandon a cessé aujourd'hui. Gouvernement, particuliers viennent à nous. Nous n'avons qu'une chose à faire, c'est d'aller à eux noblement, loyalement, généreusement. Nous en recueillerons les fruits. A l'abandon si loag du passé, n'allons pas joindre

notre propre abandon. Celui-là, qu'on ne l'oublie pas, serait sans remède.

Par ordonnance royale, en date du 27 février dernier, M. Godinot de Vilairs, lieutenant-colonel au 13^e de ligne, a été nommé commandant de place à Bastia. M. de Vilairs a déjà été en garnison à Bastia et y a laissé d'honorables souvenirs et un grand nombre d'amis. Nous nous applaudissons et pour lui et pour eux de cette nomination.

La loi sur les fonds secrets, après une discussion peu importante, a été votée dans la séance du 11 mars à la majorité de 219 voix contre 142. Majorité en faveur du ministère 77 voix. Ce qu'il y a eu de plus important dans cette discussion, c'est l'explication donnée par M. le ministre des affaires étrangères au sujet de l'exequatur du consul anglais à Alger. Il est de règle, a-t-il dit, de conserver les consuls avec l'exequatur qu'ils avaient auparavant. Le consul anglais à Alger était antérieur à 1850 mais le consul ayant demandé naguère la translation de l'un de ses subordonnés d'un point à un autre, il lui a été répondu que celui-ci aurait à prendre un exequatur nouveau et la translation n'a pas été autorisée. Aucun consul nouveau ne sera admis, s'il n'obtient l'exequatur.

M. le Ministre des Finances dans la séance du 7 mars, a présenté un projet de loi pour la refonte des monnaies de cuivre et des pièces de 1 fr. 50 et de 75 centimes.

Le projet porte en substance ce qui suit : Des ordonnances royales fixeront les époques auxquelles les monnaies réformées cesseront d'avoir cours. Les monnaies de cuivre et de métal de cloche seront remplacées par une monnaie de bronze composée de cuivre et d'alliage; il sera fabriqué des pièces de 1, de 2, de 5 centimes et de 1 décime. L'émission de la nouvelle monnaie de bronze ne pourra pas dépasser le chiffre de la monnaie de cuivre et de métal de cloche monétisée. — Les pièces d'un quart de franc seront remplacées par des monnaies d'argent de deux décimes. — Les pièces d'un demi-franc de bronze au revers les mots : 5 décimes, au lieu de ceux : un demi-franc. — Il n'y aura pour le royaume et les possessions françaises d'outre-mer qu'un seul établissement destiné à la fabrication des monnaies : Il sera fixé à Paris. — Une somme de treize millions 703 mille francs est affectée à la totalité des dépenses, et il est ouvert sur l'exercice 1842 un crédit de quatre millions de francs.

Les bureaux de la chambre ont examiné lundi la proposition de MM. Charmaule et Joly qui avait pour objet de retirer aux préfets la formation de la liste du jury, pour l'abandonner entièrement au sort. Tous les bureaux en ont repoussé la lecture en séance publique; ainsi il ne sera donné aucune suite à cette proposition. Suivant le *Journal des Débats*, sur 300 membres présents, 217 ont voté contre et seulement 83 pour la lecture. Parmi les députés qui ont appuyé la proposition, M. Berrier aurait voulu confier la confection de la liste du jury au président de la cour royale; M. Taillandier, aux conseils généraux des départements; M. O. Barrot se bornait à limiter le droit de réduction au cinquième.

Les deux chambres du Parlement anglais se sont occupées, pour la troisième fois, de la question de savoir si lord Aberdeen avait déclaré à l'ambassadeur français n'avoir plus d'objections ou seulement d'observations à faire contre notre

conquête d'Alger. Il résulte de ces nouvelles explications et de la lecture d'une dépêche adressée par lord Aberdeen à l'ambassadeur anglais, Paris, que le cabinet de Londres a compris qu'après dix années, toute objection aujourd'hui aurait été déplacée. C'est le texte même de la dépêche de lord Aberdeen. Mais, ajoute le ministre anglais, de ce que je n'exprime aucune objection, il ne s'ensuit pas que je n'aie l'air d'aucune. On voit si c'était bien la peine de faire tant de bruit pour relever le langage tenu par M. de Saint-Aulaire, notre ambassadeur. Il reste donc acquis qu'après dix années d'occupation de l'Algérie, l'Angleterre se résigne à n'avoir plus que l'air d'une objection. Soit, nous la félicitons de cette résignation; mais au lieu d'une simple et inoffensive objection, l'Angleterre voudrait exprimer une objection sérieuse, encore une fois peu importe, nous n'avons pas plus à tenir compte des sentiments de l'Angleterre contre nos possessions d'Alger que des regrets qu'elle aurait la fantaisie d'exprimer sur la perte de la Guyenne.

UNIVERSITÉ DE FRANCE.

ACADEMIE DE LA CORSE. — COLLÈGE DE BASTIA. Indication du rang, d'après l'excellence, à la fin du 1^{er} Semestre 1842.

PHILOSOPHIE. — 1. MM. Giuseppe, Felix, de Luri. 2. Berlingeri Louis-Aristide de Bastia (1). — MATHÉMATIQUES-GÉOMÉTRIE. — MM. 1. Berlingeri L. A. 2. Giuseppe Felix. — PHYSIQUE-CHIMIE. — MM. 1. Berlingeri L. A. 2. Canavaggio Antoine-Baptiste.

MATHÉMATIQUES ÉLÉMENTAIRES. — ARITHMÉTIQUE 1^{re} division. MM. 1. Antonetti, de Venizolasca. 2. Marinetti, Ange. 3. Eynaud, Jean. 4. Montalti, Léopold. 5. Grimaldi, Charles-François de Castilho. 6. Albertini, Dominique, de Taglio.

2^e DIVISION. — MM. 1. Pasqualetti, Charles-Dominique, de Rutali. 2. Devaux, Alexandre. 3. Volpajola, Bernard. 4. Taddei, Don-Vincent, de Pero. 5. Orlandi, François-Marie, de Tomino. 6. Olivieri, Dominique, de Tomino. 7. Orsini, Jacques, de Casalta. 8. Valery, Toussaint.

COURS PRÉPARATOIRE AUX ÉCOLES SPÉCIALES.

Arithmétique et Algèbre.

M. Dyonnet, Adolphe, d'Ajaccio.

HISTOIRE. Rhétorique. — MM. 1. Bonelli, Ignace. 2. Furiani, Jules. — Seconde. — MM. 1. Arrighi, Joseph, de Speloncato. 2. Santelli, Jean-Antoine. — Troisième. — MM. Delor, Jean-Baptiste. 2. Agostini, Mathieu. — Quatrième. — MM. 1. Camoin-Vence, Charles. 2. Matra, Marius, de Rosino. 3. Ferrand, Joseph, de Limoges. 4. Ciccarelli, Jean-Jacques. 5. Giriot, Auguste. — Cinquième. — MM. 1. Alessandri, Alexandre, de St-Florent. 2. Casabianca, Raphaël. 3. Leandri, Joseph, de Patrimonio. 4. Agostini, Jérôme, d'Oletta.

RHÉTORIQUE. — MM. 1. Bonelli, Ignace. 2. Furiani, Jules-Antoine-Sébastien.

SECONDE. MM. 1. Arrighi, Joseph. 2. Ferrand, Charles, de Limoges.

TROISIÈME. MM. 1. Riolacci, César, de Perelli. 2. Delor, Jean-Baptiste.

QUATRIÈME. MM. 1. Camoin-Vence, Charles. 2. Eynaud, Lucien, de Grenoble. 3. Ferrand, Joseph. 4. Matra, Marius. 5. Marchi, Jacques.

CINQUIÈME. MM. 1. Ciccarelli, Joseph. 2. Bis-

(1) Les élèves dont le nom, du pays n'est pas indiqué sont de Bastia.

deilli, Raphaël. 3. Alessandri, Alexandre. 4. Bonavita, François. 5. Agostini, Jérôme.

SIXIÈME. MM. 1. Orabona, Antoine, de Novella. 2. Filippi, Pierre, de Vescovato. 3. Delor, Louis. 4. Podesta, Charles. 5. Orabona, Jean, de Novella. 6. Morati, François, de Muro.

SEPTIÈME. MM. 1. Lucciani, Louis. 2. Negroni, Martire, de Rutali. 3. Palmieri, Nicolas. 4. Aimé Roger. 5. Saliceti, Jean-Baptiste. 6. Saliceto. 6. Casale, Charles. 7. Morati, Etienne, de Muro. 8. Rafiaelli, Jean-Pierre, de Pema.

HUITIÈME. MM. 1. Agostini, François, d'Oletta. 2. Barberia, Antoine. 3. St-Denis, Alphonse. 4. Nicolai, Auguste-Antoine, de Vescovato. 5. Brisset, François, de Cervione. 6. Peurjean, Antoine. 7. Perelli, Louis, de Perelli. 8. Eynaud, Vincent.

LANGUE FRANÇAISE 1^{re} Division. MM. 1. Eynaud Jean. 2. Albertini, Dominique de Taglio. 3. Duni, Antoine de Canavaggio. 4. Massini, Jules de Farinole. 5. Antonetti, Thomas de Venizolasca. 6. Rencoli, Pierre-Marie de Lumio. 7. Lunarola, J. B. de Vallecalle. 8. Pietri, Jean-François de Stazziona. 2^e Division. MM. 1. Pasqualetti, Charles. 2. Sazary, Antoine. 3. Taddei, don Vincent. 4. Valerj, Toussaint. 5. Volpajola, Bernard. 6. Devaux, Alexandre. 7. Bianchi, François. 8. Canale, Lazare de Vico.

DESIGN. Académie d'après le bas-relief. Exequo. MM. Frison, Vincent et de Gentile, Alexandre. Tête d'après la bosse. Brisset, Camille de Cervione. Académie d'après la bosse. Bonelli, César. Esquisse. Barberin, Antoine. Ornement. Ciccarelli, Jean-Jacques.

Certifié véritable, le 12 mars 1842.

Le Préfet Administrateur, A. UBERTY.

ANGLETERRE. — Dans la séance de la chambre des communes du 7, on a voté le budget de l'armée. La séance a présenté un incident curieux. Sir C. Napier avait déclaré qu'après l'expédition de Syrie l'état des équipages des navires anglais était tel, qu'une lutte avec la flotte française aurait probablement été fatale à la flotte anglaise. Sir H. Douglas exprime ses regrets de ce que Sir C. Napier ait cru devoir faire une semblable déclaration. Sir C. Napier réitère sa déclaration, qui est, dit-il, l'expression de la vérité. « On a la mauvaise habitude, ajoute-t-il, tant en mer qu'à l'intérieur de déprécier nos ennemis. L'engage fort le gouvernement à ne pas compter avec trop d'assurance sur les résultats d'un conflit naval entre deux vaisseaux de guerre français et anglais. La marine française s'est perfectionnée beaucoup dans la science nautique, depuis la dernière guerre contre la France et nous, et on ne doit pas en parler en termes dédaigneux ».

Sir T. Tronbridge: Je ne puis laisser passer sans protester de telles expressions. Il n'est pas permis de supposer que la flotte anglaise de la méditerranée aurait pu être battue si elle avait été attaquée au moment dont a parlé le brave officier.

Sir C. Napier: L'honorable membre ne sait pas ce que c'est que d'être battu; je l'en félicite. (On rit). Je le sais, moi; j'ai été battu dans une affaire contre un vaisseau français dans les Indes-Orientales. J'ai eu la jambe cassée et mon grand mât brisé. Si le Français avait poussé son avantage comme il le pouvait, j'aurais infailliblement été tué, et en ce moment je serais mort au lieu d'avoir l'honneur de vous parler. (Hilarité générale).

Si quelque député français s'avait de tenir un langage analogue à celui de Sir C. Napier, il y aurait certes plus d'une interruption, et les exclamations *choucrines* ne manqueraient pas. Au surplus, nous félicitons sincèrement Sir C. Napier de sa courageuse franchise. L'aveu sincère d'une dé-

faite prouve plus de véritable valeur que les romances et les vanteries.

— On lit dans le *Morning Chronicle*:

« Une dépêche arrivée hier de l'Inde, en date du jour où le paquebot à vapeur a quitté Bombay, annonce que l'armée anglaise, dans le Caboul a été entièrement détruite; il ne s'est, dit-on, sauvé qu'un officier et un aide-chirurgien, dont les noms ne sont pas connus. Les Anglais avaient fait une capitulation pour se retirer du Caboul; ils avaient laissé tous leurs malades, leurs blessés dans la ville capitale (Caboul), et n'avaient pas été molestés pendant deux jours; mais le troisième jour de leur marche, ils avaient été attaqués par des forces immenses, et, après s'être battus avec le plus grand courage, ils furent abandonnés par les régiments d'indigènes, qui prirent la fuite. Les derniers hommes du brave 41^e et du régiment de la reine ont été aperçus réduits au nombre de cent cinquante hommes, formant encore une phalange compacte, luttant au milieu des neiges, et tombant percés de coups. Lady Mac-Naghten et les autres dames anglaises ont été envoyées dans des granges pour égrener du blé; on a l'intention de les échanger contre Dost-Mohammed. Ces nouvelles ne se trouvent pas dans les journaux, mais vous pouvez compter sur leur exactitude ».

Au sujet de ces nouvelles, on lit dans le *Sun*: « Le gouvernement a résolu d'envoyer huit à dix mille hommes de troupes dans l'Inde. D'autres régiments suivront, et le gouverneur général aura ainsi à sa disposition des forces assez imposantes pour réparer l'échec que nos armes ont éprouvé dans l'Afghanistan et venger l'assassinat de Sir Marc Naghten. Nous félicitons le ministère d'avoir agi avec promptitude, et de ne pas avoir oublié que l'honneur du pays lui est confié ».

Nouvelles Diverses.

Le *Moniteur* du 10 contient un rapport adressé au roi, par le ministre de la marine, relativement au nombre et à la force des bâtiments à vapeur qui doivent figurer dans nos forces navales. Dans l'ordonnance de 1837, ces bâtiments figuraient au nombre de 40, de la force de 150 chevaux et au-dessous. En considération des progrès immenses que l'application de la vapeur, comme force motrice, a faits depuis quelques années, le ministre pense que ces bâtiments seraient tout-à-fait insuffisants. Un bâtiment à vapeur doit avoir la force de 220 chevaux au moins, pour pouvoir porter de l'artillerie et combattre.

Le ministre propose donc de fixer ainsi qu'il suit le nombre et le rang des bâtiments à vapeur: 5 frégates de 540 chevaux, 15 frégates de 450 chevaux, 20 corvettes de 320 à 220 chevaux, 30 bâtiments de 160 chevaux et au-dessous. 70 bâtiments en tout.

A la fin de 1842, la marine royale posséderait, soit à la mer, soit en cours d'exécution, 2 frégates de 540 chevaux, — 5, de 450; — 1 corvette de 320; 9, de 220; — 23 bâtiments de 160; — 1 de 150; — 8, de 120. Total, 48 bâtiments, dont 17 seulement de 220 et au-dessus.

La dépense à faire pour achever ces bâtiments, dont 7 seront encore inachevés, est évaluée à 4,497,250 fr. Pour passer de cet effectif à celui proposé, de 70 bâtiments, il faudra dépenser 29,952,000 fr. La dépense totale s'élève 34,447,250 fr., soit 34,450,000 fr.

Le ministre demande à être autorisé à présenter aux chambres un projet de loi pour que cette somme soit fournie à son département par des crédits extraordinaires annuels de 23,445,000 fr. Le rapport est approuvé par le roi.

M. Luchet, auteur du roman intitulé *le Nom de famille*, comparait devant la cour d'assises, sous la prévention d'outrage à la morale publique, d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, d'excitation à la haine entre les diverses classes de citoyens, et d'outrage envers la religion professée par la majorité des Français. La prévention soutenue par M. l'avocat-général Nonghier, est combattue par M^{re} Jules Favre. M. Luchet, déclaré coupable par le jury, après deux heures et demie de délibération, a été condamné à deux ans d'emprisonnement et à 1,000 fr. d'amende. M. Hyppolite Souverain, éditeur, également prévenu, a été acquitté.

— On écrit de Granville:

« Une tempête effroyable, la plus terrible de mémoire d'homme, a causé les plus grands désastres à 25 navires pêcheurs prêts à partir pour le Banc, ayant à bord leurs passagers, leurs équipages et leurs provisions pour la campagne. Cinq de ces navires, jetés sur les rochers, se sont entièrement brisés et perdus avec leurs chargements. Cinq autres sont restés échoués sur les parcs aux huîtres. Quelques autres, à force de dévouement et de courage, ont pu être sauvés et rentrés dans le port, mais avec des avaries considérables ».

« On évalue à plus de 300,000 fr. les pertes de notre commerce. Le vieux port a beaucoup souffert. Un grand nombre de marins ont été blessés, plusieurs ont péri; déjà trois cadavres ont été retrouvés sur le lieu du naufrage, mais il manque encore beaucoup de marins sur le compte desquels on a les plus vives inquiétudes. Près de trois mille personnes sont en ce moment occupées au sauvetage des marchandises et à recueillir les blessés et les noyés. C'est un horrible spectacle ».

PORTUGAL. — On a des nouvelles de Lisbonne, du 28 février. Après 17 jours le nouveau ministère charliste est enfin entièrement constitué. Le duc de Terceira conserve la présidence. Costa Cabral est ministre de l'intérieur, et personne ne met en doute qu'il ne se prenne le chef réel du cabinet. M. Mello et Carvalho est nommé ministre de la justice; le baron de Tojal, aux finances. Le ministre de la marine n'est pas encore nommé. Le roi Ferdinand a refusé le commandement général de l'armée. Un des bords principaux de la révolution était, dit-on, de le porter à ce poste.

— On écrit de Rodez:

« La cour d'assises de l'Aveyron, sur la déclaration négative du jury, a acquitté tous les accusés dans l'affaire des troubles de Milhau ».

— La cour d'assises du Puy-de-Dôme a rendu son jugement dans l'affaire des troubles de Clermont, dans son audience du 4 mars. Cette affaire, dans laquelle figuraient 49 accusés et près de 200 témoins, a occupé un grand nombre d'audiences, et forcé la remise à une autre session de plusieurs autres affaires.

Sur les 49 accusés, 34 ont été acquittés, 15 ont été condamnés à des peines plus ou moins sévères. Les condamnations sont toutes motivées sur des actes individuels, ce qui enlève à cette affaire tout caractère de complot.

— *The United-Service-Gazette* de Londres parle, à l'occasion de l'envoi fait par le sultan d'une quantité de médailles pour les matelots et soldats de la marine anglaise qui avaient combattu pour sa cause à Saint-Jean d'Acre, en termes fort méprisants de cette marque distinctive. Ces médailles sont en cuivre, et n'ont pas même la valeur d'un penny. Le travail en est pitoyable. D'un côté on y voit un drapeau surmonté de sept étoiles; sur le revers,



le chiffre du sultan. Nous espérons, ajoute le militaire d'Angleterre, que nos braves marins ne porteront point une pareille misère, et la jetteront à la première occasion à la mer.

— Le gouvernement russe, qui résolu de construire en 7 ans, aux frais de l'état, ses moyens de troupes le chemin de fer de Saint-Petersbourg à Moscou, cherche à négocier, à 4 pour cent, un emprunt de 40 à 50 millions de roubles. La Gazette de Cologne prétend que des négociations sont déjà ouvertes, à ce sujet, avec plusieurs maisons de banque, parmi lesquelles elle cite la maison Rothschild.

— La Gazette de Milan du 23 février annonce que l'archiduchesse Marie-Louise, duchesse de Parme, a accordé, par un rescrit du 10, à 4 ingénieurs milanais l'autorisation de faire les études préparatoires d'un chemin de fer partant de Plaisance et aboutissant, en passant par la ville de Parme, aux frontières du duché.

— On sait que tout récemment la maison centrale de Beaulieu, près Caen, a été en partie ravagée par un incendie considérable, attribué, assure-t-on, à la malveillance. Une nouvelle tentative vient d'avoir lieu dans cette prison. Un condamné, qui a encore sept ans de réclusion à subir, et qui se trouvait au cachot, après en avoir forcé la porte, aurait mis le feu à son mouchoir, qu'il aurait ensuite placé dans le lit d'un appartement contigu. On s'aperçut bientôt de cette tentative, qui avorta grâce à la vigilance et à la promptitude des soins apportés par les gardiens.

Le détenu a été mis immédiatement aux fers.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Le seize du mois d'avril, à dix heures du matin, en l'étude de M^r Antoine-Joseph Guasco notaire royal à Bastia, il sera procédé à la vente et adjudication définitive de l'immeuble St-Nicolas dépendant de la succession de feu Dame Lucie Viale, veuve Rigo, aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, les étrangers seront admis aux dites enchères.

La dite vente ordonnée par jugement contradictoire rendu par le tribunal civil de Bastia en date du vingt-six février dernier sur les conclusions conformes du ministère public et conclusions des parties, aura lieu en sept lots séparés, et en conformité et sous les clauses insérées aux conditions de la dite vente et cahier de charges qui se trouvent déposées en l'étude du dit notaire, où les adjudicataires pourront en prendre connaissance.

La dite vente se poursuit à la requête de la Dame Marie Antoinette Corbara, née Rigo, dûment assistée et autorisée du sieur François-Marie Corbara avoué à la cour royale de Bastia, son mari, propriétaire demeurant et domiciliée à Bastia, en présence et du consentement des sieurs et dames Philippine et Annette sœurs Rigo, la première épouse du sieur Simon Lambruschini, et la seconde du sieur François-Marie Piazza qui autorisent leurs dites épouses; des sieurs et Demoiselles Vincent-Alexandre, Lucie et Camille frères et sœurs Rigo, et Dame Marguerite Cipriani veuve de feu M. Sébastien Viale-Rigo, en sa qualité de tutrice de ses enfants mineurs Hector et Sébastien Viale-Rigo, et au besoin au nom de cette dernière, toutes les parties dûment appelées, par exploit du sieur Delepane huissier dûment enregistré conjointement au sieur Nicolas Ferdinand juge de paix du canton de Brando subrogé tuteur, tous propriétaires demeurants et domiciliés à Bastia, à l'exception des conjoints Piazza qui sont domiciliés à Poggio d'Oletta, et du sieur Nicolas Ferdinand qui est domicilié à Brando.

Le dit immeuble sera mis en vente en sept lots séparés et suivant les mises à prix ci-après indiquées :

SAVOIR :

1^{er} Lot :

Terrain de l'étendue de cinq cent vingt cinq mètres carrés environ, aboulissant au sud à la propriété de M. Antoine-Hyacinthe Lota et de tous les autres côtés au prolongement de la Traverse et rues projetées; mise à prix quatre mille cent quatre vingt francs ci 4180 fr.

2^{me} Lot :

Terrain de l'étendue de cinq cent soixante un mètres carrés environ, tenant au nord à la propriété du sieur Antoine Ceconi et de tous les autres côtés au prolongement de la Traverse et rues projetées, mise à prix quatre mille quatre cent soixante dix francs ci 4470 »

3^{me} Lot :

Terrain immédiatement au dessus du premier lot, de l'étendue de six cent quatre vingt deux mètres carrés environ, aboulissant au nord avec la propriété du sieur Lota et des autres côtés aux rues projetées mise à prix deux mille soixante douze francs ci 2072 »

4^{me} Lot :

Terrain au dessus du second lot, ayant une superficie de neuf cent douze mètres carrés environ aboulissant au nord à la propriété dudit M. Antoine Ceconi et aux autres côtés aux rues projetées, mise à prix deux mille quatre cent cinquante francs ci . 2455 »

5^{me} Lot :

Terrain immédiatement au dessus du troisième lot, ayant une superficie de six cent cinquante sept mètres carrés environ, aboulissant au sud à la vigne du dit M. Lota, à l'ouest à la rue St-François et d'autre, côtés aux rues projetées, mise à prix neuf cent quatre vingt six francs ci 986 »

6^{me} Lot :

Terrain immédiatement au dessus du quatrième lot, ayant une superficie de mille sept cent cinquante mètres carrés environ, aboulissant au nord à la propriété dudit M. Ceconi, à l'ouest à ladite rue Saint-François, et des deux côtés aux rues projetées, mise à prix deux mille six cent vingt cinq francs ci . 2625 »

7^{me} Lot :

Tous les matériaux des réservoirs et murs qui devront être démolis aux frais de l'adjudicataire ainsi que tous les arbres qui devront être également arrachés

à ses frais, le tout existant sur les terrains destinés aux rues publiques projetées, à l'exception des murs mitoyens avec les propriétés Lota et Ceconi mise à prix trois cent cinquante francs ci 350 »

Le prix de la vente sera payé comptant, et en conformité du cahier des charges dont est parlé ci-dessus. Aucune offre ne pourra être faite qu'au dessus de cinq francs, de la mise à prix.

Fait et rédigé par moi soussigné Aschero avoué près le tribunal de 1^{re} Instance de Bastia, et celui des conjoints Corbara.

A Bastia le 19 Mars 1842.

ASCHERO, avoué.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 12 au 18 Mars 1842.

ARRIVÉES.

Livourne. bat. à vapeur Pozzodiborgo, c. Valzi.
Livourne. mistick Assomption, c. Oliva, mater.
Livourne. goelette St-Joseph, c. Niccolini, mater.
Pronete. gondole Assomption, c. Guicella, vin.
Antibes. brick-goelette St-Antoine, c. Guasco, poterie.
Gènes. bœuf Jésus-Marie, c. Bausa, riz et pâtes.
Gènes. bœuf Vierge des Carmes, c. Figallo, id.
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.
Ajaccio. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota.
Marseille. goelette Constance, c. Rogliano, div.
Livourne. b. goelette Conception, c. Moniglia, id.
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.
Toulon. bat. à vap. Liamone, c. Valzi, dépêches.
St-Pellegrino. gondole St-Etienne, c. Dominici, charbon.

Macinggio. gondole St-Simon, c. Filippi, vin.

DÉPARTS.

Pronete. gondole St-Antoine, c. Ficaja, diverses.
Marseille. br. goelette Antoinette, c. Mattei, huil.
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.
Toulon. bat. à vap. Liamone, c. Valzi, dépêches.
Ajaccio. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota.
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

LE GLOBE

JOURNAL QUOTIDIEN, POLITIQUE, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

Ce journal qui a pris une place si élevée dans la presse quotidienne de Paris voit son succès s'accroître de jour en jour. Ce succès est constaté par les nombreux emprunts que lui fait la Presse des Départements, et LE GLOBE le justifie par une rédaction, à la fois forte et variée, à laquelle concourt l'élite des écrivains de la Capitale. Il publie chaque jour deux éditions. Ses relations étendues lui permettent de fournir les documents les plus importants pour les intérêts de la France commerciale et maritime. Défenseur d'une sage liberté, et des institutions monarchiques fondées par la révolution de 1830, et se distingue, autant par son indépendance et la franchise de ses opinions, que par le talent avec lequel il est rédigé.

Bureau : rue St-Pierre Montmartre 17.

Abonnements : Paris et les Départements : 3 mois 12 fr. — 6 mois 24 fr. — Un an 48 fr. — Colonies 72.



BAUME de COPAHU pur, liquide sans odeur ni saveur.

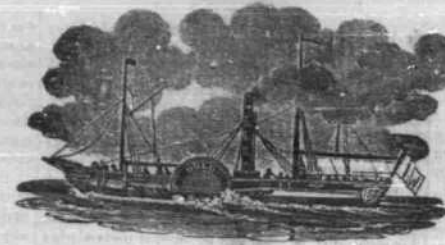
DÉPÔTS DANS TOUTES LES BONNES PHARMACIES DES DÉPARTEMENTS.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE (1^{re} session)

Présidence de M. le Conseiller Giordani.

Jamais session de cour d'assises ne présente autant d'intérêt par le nombre et la variété des affaires, que celle qui vient de terminer sous la présidence de M. le conseiller Giordani. Trente sept affaires étaient portées sur le tableau; grâce au zèle et à l'activité de nos magistrats, grâce au patriotisme de nos jurés toutes ces affaires ont été jugées dans le court espace de vingt-cinq jours, à l'exception de deux seulement, qui ont été renvoyées aux prochaines assises à cause de l'absence de quelques témoins.

Voici comment les crimes étaient qualifiés dans les actes d'accusation. — Vol 4. — Vol avec émission de fausse monnaie 1. — Incendie 2. — Attentat à la pudeur 1. — Enlèvement de mineur 2. — Blessures graves 2. — Blessures ayant occasionné la mort dans l'intention de la donner 1. — Tentative de meurtre 10. — Tentative de meurtre accompagné de rébellion 1. — Tentatives d'assassinat 3. — Tentative d'empoisonnement 1. — Meurtres 7. — Meurtres suivis de rébellion 1. — Assassinat 2. — Infanticide 1. — Total 37 affaires.

Comme on le voit six de ces affaires concernaient des atteintes à la propriété; toutes les autres étaient relatives à des attentats contre les personnes. Elles ont perdu pour la plupart dans les débats, une partie de la gravité que leur donnait le titre de l'accusation.

Sur 41 accusés présents, ont été acquittés et mis en liberté 10. — Acquittés mais détenus en vertu de l'art. 66 du code pénal 1. — Acquittés mais détenus pour un autre chef 1. — Renvoyés à la prochaine session 2. — Condamnés à l'emprisonnement 18. — A la réclusion 5. — Aux travaux forcés à temps 4. — Total des accusés 41.

Les résultats de cette session vraiment extraordinaire méritent de fixer l'attention de tous les hommes sérieux. Aux yeux des gens ignorants ou mal prévenus, ce nombre considérable de 41 accusés serait une preuve que les crimes loin de diminuer ne font qu'augmenter, et que la justice et les hommes de bien qui s'occupent du bonheur de notre pays éprouvent en vains efforts pour déraciner de nos mœurs ces instincts barbares de haine et de vengeance qui, jadis, d'après le dire de nos romanciers, se transmettaient comme un héritage de père en fils, et que des imaginations

trop faciles à se laisser séduire par des idées qui flattent leur esprit, par cela seul qu'elles ont quelque chose d'étrange, d'in vraisemblable, se persuadent à nous composer encore aujourd'hui comme des vertus héréditaires que nous nous ferions presque gloire de conserver. Il importe dès lors que nous fassions connaître la nature de ces crimes et les résultats de chaque accusation, afin de convaincre les plus malveillants et les plus alarmistes que les travaux de cette session ne font que témoigner de la supériorité de notre jury, des progrès de nos mœurs, et de la confiance que les justiciables ont dans leurs juges. Nous croyons ne pouvoir mieux atteindre le but que nous nous sommes toujours proposé en publiant nos réflexions sur l'ensemble de chaque session, qu'en soumettant à l'appréciation du pays les décisions qui ont été rendues, et qui toutes, nous en sommes convaincus, recevront la sanction de l'opinion publique.

Resserrés dans un court espace, nous ne pouvons présenter de chaque affaire qu'un résumé très succinct qui suffira cependant pour leur appréciation, et qui, dépourvu de tous les prestiges de l'imagination, aura du moins le mérite de la fidélité.

1^{re} Affaire. Blessures graves. — Cipriani (Mathieu), laboureur, âgé de 24 ans, s'était disputé sur la place de sa commune avec le nommé Marchetti auquel il refusait de payer une somme d'argent que celui-ci lui réclamait en vertu d'une sentence du juge de paix pour dommages faits dans les champs. La dispute se termina d'abord sans aucunes voies de fait, mais elle ne tarda pas à recommencer avec un cousin de Marchetti. Ce dernier accourut de nouveau avec un bâton, Cipriani lui porta aussitôt un coup de stilet qui le blessa à l'aîne droite. Les deux adversaires se saisirent alors au corps et Marchetti reçut encore deux autres blessures très légères. L'accusé a vainement cherché à établir qu'il y avait eu provocation de la part de son adversaire. Déclaré coupable de blessures n'ayant point occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours il a été condamné à 18 mois de prison.

2^e Affaire. — Velutini (Dominique), journalier, âgé de 19 ans, avait reçu l'hospitalité dans la maison de campagne d'un sieur Salvini où avait été également reçu le nommé Franceschini colporteur. Pendant que celui-ci dormait, Velutini lui enleva une bourse contenant 190 fr., et prend la fuite. Arrêté quelques jours après, il put restituer une partie de cet argent qu'il n'avait pas

entièrement dissipé. En présence des aveux et de la jeunesse de l'accusé, le jury a écarté la circonstance aggravante de la nuit, et la cour a condamné ledit accusé à 18 mois de prison.

3^e Tentative de meurtre. — Benetti (Mathieu) âgé de 19 ans, lucquois, se trouvait dans la boutique d'une revendeuse, lorsque des ouvriers livrés et que cette femme avait déjà chassés de sa boutique, voulurent y rentrer. L'accusé Benetti s'arma d'un couteau et d'un pistolet, et se précipita sur le nommé Colombani qui passait et qui était étranger à cette querelle. Colombani parvint à arracher le couteau des mains de Benetti qui fait alors usage de son pistolet, dont le projectile blessa un enfant qui se tenait assis sur le seuil de la maison qui se trouvait située en face. L'accusé a été déclaré coupable de tentative de meurtre avec provocation, et la cour ayant égard à sa qualité d'étranger ne l'a condamné qu'à trois ans de prison.

4^e Vol. — Himbert (Simon), charretier, âgé de 22 ans, natif du Beausset (département du Var), s'était introduit dans la baraque du nommé François Antor, et après avoir forcé le cadenas d'une malle, y avait soustrait une somme de 450 fr., fruit des épargnes dudit Antor, qui, aussitôt qu'il se fut aperçu de ce vol, se mit à la poursuite du coupable, l'atteignit et fut assez heureux pour obtenir l'entière restitution de la somme volée. L'accusé a prétendu qu'il avait trouvé la malle ouverte et qu'il avait succombé à cette cruelle tentation. L'effraction du cadenas n'ayant pas été constatée, le jury a écarté cette circonstance aggravante, et la cour touchée de la jeunesse et du repentir de l'accusé ne l'a condamné qu'à 18 mois de prison.

5^e Tentative de viol. — Marinetti (Jean-Thomas), préposé des donnes, avait contracté des relations d'amitié avec un certain Godefroid, cordonnier à Bastia. Il lui proposa en mariage la jeune Elisabeth Poggi de son village et qui était, disait-il, sa parente. Mais les parents d'Elisabeth refusèrent les bons offices de Marinetti et l'époux qu'il leur présentait. Marinetti proposa alors un autre époux. La jeune Elisabeth le pria sèchement de ne pas s'occuper d'elle. On ne pouvait s'expliquer, l'intérêt que Marinetti portait à la jeune Elisabeth, mais on ne tarda pas à connaître ses intentions perverses. Un soir Elisabeth veillait avec une autre femme à côté du lit de sa mère qui était malade. Elle sortit un instant pour aller dans une maison voisine, mais à peine est-elle éloignée de chez elle, que six hommes qu'elle ne

— Les nouvelles de l'Inde ont produit la plus douloureuse sensation dans Londres. On ne révoque plus en doute l'entière destruction de l'armée anglaise de Caboul. Dans la Chambre des Communes du 11 mars, sir Robert Peel a dit que ces nouvelles n'étaient pas encore officielles, mais



